



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8456<sup>e</sup>** séance

Lundi 4 février 2019, à 10 heures

New York

*Président :* M. Obiang Nguema Mbasogo/M. Esono Angue . . . . . (Guinée équatoriale)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Matjila
Allemagne . . . . .	M. Heusgen
Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine . . . . .	M. Ma Zhaoxu
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Amon-Tanoh
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Cohen
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M. Delattre
Indonésie . . . . .	M. Djani
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Allen

## Ordre du jour

### Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Les activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de  
déstabilisation en Afrique

Lettre datée du 31 janvier 2019, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation  
des Nations Unies (S/2019/97)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Remerciements au Président sortant**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M. José Singer Weisinger, Envoyé spécial de la République dominicaine au Conseil de sécurité, pour la manière dont il a assuré la présidence du Conseil pendant le mois de janvier. Je suis certain de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil en exprimant notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Singer Weisinger et à son équipe pour le grand savoir-faire diplomatique avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales**

#### **Les activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de déstabilisation en Afrique**

**Lettre datée du 31 janvier 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/97)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je souhaite chaleureusement la bienvenue aux Ministres et aux autres représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Congo, de Djibouti, de l'Égypte, du Gabon, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Soudan et du Tchad à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, à participer à la présente séance.

M. Faki Mahamat participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Addis-Abeba.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/97, qui contient une lettre datée du 31 janvier 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès

de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage relative à la question à l'examen.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, à qui je donne la parole.

**Le Secrétaire général** (*parle en espagnol*) : Je remercie la présidence de la Guinée équatoriale d'avoir organisé ce débat de haut niveau sur les activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de déstabilisation en Afrique et, comme l'indique la note de cadrage dont nous sommes saisis (S/2019/97), particulièrement en Afrique centrale. Je me félicite de la présence du Président de la République de Guinée équatoriale à la présente séance.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

L'utilisation de mercenaires remonte à la nuit des temps. De l'Antiquité à nos jours en passant par le Moyen Âge, ceux qui se battent pour une récompense financière ou autre compensation matérielle ont quasiment toujours été présents sur les champs de bataille. La nature obscure de cette pratique rend les données difficiles à obtenir, mais les rapports suggèrent une recrudescence de l'utilisation de mercenaires et d'autres combattants étrangers.

Si les statistiques sont vagues, l'incidence des mercenaires d'aujourd'hui est on ne peut plus limpide. La présence de mercenaires et d'autres combattants étrangers aggrave les conflits et menace la stabilité. Certains mercenaires vont de guerre en guerre, exerçant leur métier de la mort avec une énorme puissance de feu, peu de comptes à rendre et un mépris total du droit international humanitaire. Les activités mercenaires portent atteinte à l'état de droit et perpétuent l'impunité. Elles favorisent l'exploitation illégale et inéquitable des ressources naturelles d'un pays. Elles provoquent des déplacements à grande échelle et des tensions intercommunautaires. Même Machiavel, connu pour sa tolérance face aux comportements contestables, écrivait dans *Le Prince* que les troupes mercenaires sont « désunies, ambitieuses, sans discipline, infidèles ».

La nature des activités mercenaires a évolué au fil des ans. Aujourd'hui, elles exploitent et se nourrissent d'autres fléaux, tels que la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et l'extrémisme violent. En Afrique, qui est au cœur du débat d'aujourd'hui, les activités mercenaires demeurent un sujet de grave préoccupation. Nous avons été témoins d'activités illicites et de trafic de la part des groupes terroristes et

mercenaires opérant au Sahel, ainsi que de l'implication présumée de mercenaires dans les violences post-électorales en Côte d'Ivoire en 2010.

Les mercenaires et d'autres combattants étrangers ont commis d'innombrables violations des droits de l'homme et du droit humanitaire contre les civils en République centrafricaine. Ils ont également entravé les déplacements des éleveurs le long des routes traditionnelles, notamment à la frontière avec le Cameroun. En représailles à leurs attaques répétées, des pasteurs ont recruté d'autres groupes armés ou rebelles pour se protéger et protéger leur bétail, alimentant ainsi le cycle de la violence. La Guinée équatoriale elle-même a fait état de graves atteintes contre son propre gouvernement. En effet, l'année dernière, l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba, de la Guinée équatoriale, a souligné devant le Conseil la nécessité de « faire preuve de vigilance et contrôler ces groupes qui sèment l'insécurité et l'instabilité » (*S/PV.8156, p.10*). Pour relever ces défis, il faut agir sur de nombreux fronts.

Premièrement, nous devons renforcer les régimes juridiques, aux niveaux mondial et national. Seuls 35 États sont parties à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'Assemblée générale en 1989 (voir résolution 44/34 de l'Assemblée générale, annexe). La Guinée équatoriale a récemment adhéré à la Convention et deviendra la trente-sixième partie à la fin du mois. Seuls trois membres actuels du Conseil de sécurité en sont parties. J'appelle les États qui n'ont pas encore adhéré à la Convention à y adhérer ou à la ratifier sans délai.

Le cadre juridique comprend également d'importants instruments africains, notamment la Convention de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique et la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage. Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique continueront d'appuyer l'application de ces normes, ce qui contribuera à l'avancement du programme de l'Union africaine visant à faire taire les armes d'ici 2020.

Renforcer le régime juridique, c'est aussi le préciser. La définition juridique internationale du

mercenaire est très étroite, ce qui compromet l'efficacité des enquêtes et des poursuites.

Deuxièmement, nous devons renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale. La coopération en matière de gestion des frontières sera cruciale pour endiguer les flux d'armes et d'acteurs armés étrangers qui circulent largement sans entraves dans toute l'Afrique centrale. Ces mesures pourraient inclure des commissions frontalières mixtes, des mécanismes conjoints de surveillance de la sécurité des frontières et l'échange régulier de renseignements entre les forces de défense nationales.

La coopération sera également essentielle pour renforcer la capacité des institutions nationales chargées de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme de s'acquitter de ces fonctions fondamentales et de mettre en œuvre les instruments juridiques pertinents. Un État doit pouvoir exercer un monopole sur l'usage de la force sur son territoire, avec des forces armées et une police capables de protéger les personnes tout en respectant l'état de droit. Le partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et les pays de la région est primordial. Je remercie le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, de son excellente coopération. Le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale est un autre élément du tableau, de même qu'INTERPOL, qui a elle aussi un rôle important à jouer.

Troisièmement, nous devons examiner les facteurs politiques, économiques, sociaux et psychologiques qui sont à l'origine des activités mercenaires. Le Groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires a recommandé un large éventail de mesures, dont la lutte contre l'exclusion, l'amélioration de la participation citoyenne, la garantie d'une bonne gouvernance, la prestation de services publics équitables et la protection des minorités et autres groupes vulnérables.

Des efforts accrus pour créer des perspectives pour les jeunes seront essentiels pour réduire l'attrait du mercenariat et la menace de la radicalisation. Nous devons également faire davantage pour autonomiser les femmes et prendre en compte les dimensions sexospécifiques des activités mercenaires. Nos efforts en vue de la réalisation des objectifs de développement durable peuvent nous aider dans tous ces domaines, ce qui est une raison supplémentaire de les accélérer.

L'Organisation des Nations Unies est prête à continuer d'aider les gouvernements à lutter contre les activités mercenaires, notamment en approfondissant notre dialogue avec les organisations régionales et institutions nationales compétentes. J'exhorte tous les pays à coopérer avec le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment ceux que le Groupe souhaite visiter. Ensemble, renforçons notre action sur tous les aspects de ce problème, de la prévention aux poursuites judiciaires et de l'atténuation des effets des activités mercenaires à la lutte contre leurs causes profondes.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Faki Mahamat.

**M. Faki Mahamat** : Il me plaît de m'adresser au Conseil de sécurité pour la deuxième fois en moins de trois mois, dans le cadre de débats de haut niveau sur des questions d'importance pour l'Afrique. Je regrette que les contraintes liées à la préparation du Sommet de l'Union africaine, prévu en fin de semaine, m'aient empêché d'être en personne avec les membres du Conseil. Je remercie le Président Obiang Nguema Mbasogo de m'avoir invité à ce débat, qui marque le commencement de la présidence équato-guinéenne du Conseil de sécurité. Je souhaite plein succès à cette présidence, qui est aussi celle de l'Afrique dans son ensemble.

Au moment où notre continent intensifie ses efforts de promotion de la paix et de la sécurité, il est essentiel que notre réflexion embrasse toutes les sources d'insécurité et d'instabilité. La question du mercenariat figure assurément parmi les défis à relever. Le choix de ce thème est donc une contribution concrète à l'objectif visant à « Faire taire les armes d'ici 2020 ». L'Union africaine attend avec intérêt les conclusions de ce débat.

L'histoire de notre continent est hélas jalonnée d'exemples d'implication de mercenaires dans des actions de déstabilisation, y compris des coups d'État, d'interventions dans des conflits armés et de tentatives de prise de contrôle des ressources naturelles des pays concernés. Dès les années 60, alors que nos pays s'employaient à consolider leur indépendance, certains d'entre eux furent confrontés à ce phénomène. Les conséquences furent dévastatrices en termes de violence, de violation des droits de l'homme et de menaces additionnelles sur la sécurité et la stabilité des

pays affectés. Cet état de fait a clairement constitué une menace pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement harmonieux des États africains. C'est au vu de cette situation et des sérieuses préoccupations qu'elle généra que l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - a adopté, en 1977, une Convention sur l'élimination du mercenariat en Afrique. La Convention est entrée en vigueur en avril 1985. Elle a permis d'établir des normes continentales sur les activités de mercenariat, en même temps qu'elle a encouragé nombre d'initiatives de coopération au niveau du continent.

Malgré les efforts ainsi entrepris, le fléau du mercenariat n'en a pas moins continué à persister. Il convient, à cet égard, de relever la poursuite d'activités de déstabilisation impliquant des mercenaires. L'exemple le plus récent est précisément celui de la Guinée équatoriale, où une tentative de coup d'État impliquant nombre de mercenaires étrangers fut déjouée, il y a quelques mois. Je saisis cette occasion pour réitérer la solidarité de l'Union africaine avec la Guinée équatoriale à la suite de cette tentative de déstabilisation. De même, le caractère quelquefois poreux des frontières africaines et la nature transnationale des défis sécuritaires auxquels le continent est confronté ont favorisé la mobilisation de combattants étrangers pour servir de mercenaires dans des conflits déchirant certains pays.

À ces évolutions s'ajoute l'apparition des compagnies privées de sécurité. Certes, il s'agit là souvent d'entités légales qui traitent avec des gouvernements. Mais leurs existence et multiplication n'en posent pas moins des défis qui méritent une attention particulière. C'est dans ce contexte que le deuxième Forum africain sur la réforme du secteur de la sécurité, organisé en octobre 2018 par la Commission de l'Union africaine, a recommandé la révision de la Convention de 1977 sur l'élimination du mercenariat en Afrique, en vue d'adapter cet instrument aux évolutions intervenues depuis son adoption et de le doter d'un mécanisme de mise en œuvre et de suivi. S'agissant plus précisément des compagnies privées de sécurité, le Forum a recommandé le développement d'un cadre continental de régulation et de supervision. La Commission de l'Union africaine travaille présentement au suivi de ces recommandations et consultera, dans ce contexte, différents partenaires internationaux, notamment l'Organisation des Nations Unies.

Le débat d'aujourd'hui nous offre l'occasion d'identifier des mesures pratiques qui peuvent aider à

mettre un terme définitif au fléau du mercenariat. Il est évident que nous devons renforcer les instruments internationaux relatifs à ce phénomène. Il s'agit ici d'accélérer la signature et la ratification des instruments existants, ainsi que de veiller à leur mise en œuvre effective. Je relève, avec préoccupation, que la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires n'a été signée et ratifiée que par un nombre limité d'États Membres de l'ONU. Il est tout aussi important de renforcer la coopération entre les États, y compris en matière de renseignements et de poursuites criminelles. Sans coordination effective, notre action ne saurait être efficace.

De même, il est crucial de mobiliser une assistance accrue en faveur des États pour renforcer leur capacité à faire plus efficacement face au fléau du mercenariat. De façon plus spécifique, l'accent doit être mis sur la gouvernance du secteur de la sécurité et, s'agissant des pays qui émergent de conflits, sur les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR). Sur ce dernier aspect, l'on ne soulignera jamais assez les risques liés à un processus de DDR non abouti.

Enfin, je voudrais souligner que la lutte contre le mercenariat doit être inscrite dans le contexte d'ensemble de la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent. L'expérience a montré que les mercenaires agissent souvent dans des zones de conflit. L'Union africaine est activement engagée sur ce front dans le cadre de la campagne visant à « Faire taire les armes d'ici 2020 ». Je salue l'accompagnement par l'Organisation des Nations Unies de ces efforts, en particulier l'engagement du Secrétaire général, M. António Guterres.

L'Union africaine est déterminée à jouer pleinement le rôle qui lui revient dans la lutte contre le fléau du mercenariat et à mobiliser ses États membres à cette fin. Mais ce combat face à un phénomène, qui est transnational par nature, ne peut aboutir sans l'entière coopération des autres acteurs internationaux. Aussi voudrais-je renouveler mon appel en faveur d'une collaboration et d'un soutien international accrus.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Faki Mahamat de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda.

**M. Sezibera** (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je prends la parole aujourd'hui devant le Conseil de

sécurité au nom de S. E. le Président Paul Kagame qui, en sa qualité de Président en exercice de l'Union africaine, a été invité à contribuer à ces délibérations importantes qui nous aideront à mettre en exergue la menace que les activités mercenaires font peser sur la paix et la stabilité dans notre région. Je transmets au Conseil ses salutations et ses vœux de réussite pour la présente séance.

Je saisis également cette occasion pour féliciter, au nom du Président Kagame, S. E. le Président Obiang Nguema Mbasogo et le Gouvernement équato-guinéen, tandis qu'ils s'apprêtent à diriger les travaux du Conseil de sécurité ce mois. Vous pouvez, Monsieur le Président, compter sur le soutien actif de l'Union africaine et du Rwanda tout au long de votre présidence. Vous représentez notre objectif commun de progresser notablement dans la promotion de la paix et de la prospérité en Afrique et dans le monde entier.

La question des mercenaires a une longue histoire en Afrique et elle présente une grave menace pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des États Membres. Face à cette menace, l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - a élaboré la Convention sur l'élimination du mercenariat en Afrique, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement de ses États membres en 1977. À cette époque, le terme de « mercenaires » servait à désigner les personnes recrutées dans le pays ou à l'étranger pour combattre en échange d'un avantage financier ou matériel. Toutefois, cette définition, de même que celle des activités mercenaires visées par la Convention de 1977, ne convient peut-être plus pour décrire les activités mercenaires menées en Afrique aujourd'hui.

Il importe de distinguer entre le rôle joué par les prestataires de services militaires et de sécurité, qui opèrent dans un cadre juridique national clair, et celui des groupes de mercenaires agissant dans la clandestinité pour apporter un appui militaire à des groupes déterminés à déstabiliser l'ordre et l'autorité constitutionnels.

Les mercenaires s'inscrivent dans une tendance inquiétante à l'intensification des réseaux criminels transfrontaliers, dont certains sont bien financés et disposent d'équipements militaires et de communication sophistiqués, et qui sont pour beaucoup liés aux réseaux terroristes mondiaux. Le Conseil sait que le Rwanda fait partie des pays de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs qui ont été victimes de ces réseaux terroristes transfrontaliers, comme il en a été informé dans le document publié sous la cote



S/2018/1133. C'est la raison pour laquelle le Conseil peut compter sur notre plein appui aux objectifs que vous, Monsieur le Président, avez énoncés pour ce débat.

Aujourd'hui, les mercenaires ne prennent pas uniquement part à des combats actifs; nous constatons désormais une hausse du nombre de cyberattaques et d'actes d'espionnage industriel perpétrés par des groupes de mercenaires qui n'ont même pas besoin de sortir de chez eux. Ils continuent d'évoluer et d'innover. Notre riposte ne peut pas, ne doit pas rester statique. C'est pourquoi les cadres politiques en place de l'Union africaine, ainsi que la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'ONU en 1989, doivent être actualisés si nous voulons qu'ils soient en mesure de faire face aux nouvelles réalités. Pour sa part, l'Union africaine réexaminera la Convention de 1977 sur l'élimination du mercenariat en Afrique en vue d'en renforcer davantage les dispositions.

Pour terminer, si nous voulons combattre et neutraliser la menace que posent les activités mercenaires en Afrique, nous devons prendre des mesures énergiques pour régler cette source persistante d'instabilité sur notre continent. Seule une approche collective et bien coordonnée aux niveaux régional et international nous permettra de mettre fin au phénomène des mercenaires, en perturbant leurs réseaux financiers et leur recrutement transfrontalier et, par là-même, de venir à bout de leurs activités.

Je remercie une nouvelle fois le Président d'avoir décidé de sensibiliser l'opinion à cette question cruciale.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Sezibera de son exposé. Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Président de la Guinée équatoriale.

C'est un honneur et une immense satisfaction que de souhaiter la bienvenue aux représentants des chefs d'État et de gouvernement, dignitaires et autres invités réunis ici et de remercier S. E. M. António Guterres, Secrétaire général, de s'être joint à nous pour cette séance extraordinaire du Conseil de sécurité consacrée aux questions relatives à paix et la sécurité en Afrique, et en particulier aux activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de déstabilisation en Afrique.

Le fait que la République de Guinée équatoriale ait été élue membre non permanent du Conseil de sécurité et qu'elle accède aujourd'hui à la présidence de ce dernier nous semble être un signe de confiance

de la communauté internationale envers notre pays et notre ligne politique. Je saisis cette occasion pour remercier les États Membres qui nous ont accordé leur confiance. Depuis le début de notre parcours en tant que membre de l'organe décisionnaire de haut niveau qu'est le Conseil, nous nous sommes efforcés d'aborder les questions urgentes inscrites à l'ordre du jour du Conseil de manière proactive, objective et constructive, en restant systématiquement fidèles aux buts énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La séance d'aujourd'hui revêt une importance singulière pour la présidence équato-guinéenne, car elle est consacrée à un sujet qui compte parmi les sources de préoccupations et difficultés majeures touchant à la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent africain. Les conflits armés, qui sont le propre de l'homme depuis la nuit des temps, ont beaucoup évolué, du point de vue aussi bien de leurs motivations que de leurs conséquences, contextes ou sujets. Pourtant, il en ressort un phénomène curieux, commun à toutes les civilisations, récurrent à toutes les époques et présent dans toutes les guerres qui, d'une manière ou d'une autre, a réussi à échapper à la réglementation courante du monde moderne. Je veux parler des « mercenaires ».

Le continent africain est plongé dans une situation très difficile face à la menace du mercenariat, ainsi que d'autres phénomènes tels que le terrorisme, le trafic et le commerce illicite d'armes, la piraterie, la pauvreté, la propagation de maladies endémiques, ou les catastrophes causées par les changements climatiques, entre autres – autant de phénomènes qui sont interconnectés, qui génèrent le chaos et l'insécurité et qui retardent considérablement son développement.

Depuis leur accession à l'indépendance il y a plus de 50 ans, la plupart des pays africains n'ont connu ni paix ni développement socioéconomique, malgré le grand potentiel économique dont ils disposent grâce à leurs ressources naturelles. L'Afrique reste le continent le moins développé. Le phénomène du mercenariat est l'une des causes potentielles de ce retard. Depuis lors, les intérêts cachés des mercenaires s'efforcent d'empêcher les Africains de jouir des avantages énormes que représente le fait d'être maîtres de leur propre destinée, raison pour laquelle l'élimination de ce phénomène est également devenue partie intégrante de la lutte pour notre souveraineté jusqu'à ce jour. Ce phénomène malveillant s'est fixé de nouveaux objectifs, tels que le contrôle de nos ressources naturelles et de la

technologie pour le développement, afin de prendre part à la course géostratégique mondiale.

Nous constatons que pratiquement tous les conflits en Afrique sont ou ont été caractérisés par la présence et les activités de ces véritables soldats de fortune. Les menaces mercenaires sont latentes sous toutes leurs formes dans notre sous-région d'Afrique centrale et sur l'ensemble du continent africain. L'existence persistante de mercenaires sur le continent pose d'importants problèmes tels que des violations des droits de l'homme, le fait d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des violations du droit international humanitaire, la misère, le pillage des richesses appartenant au peuple, les assassinats de dirigeants politiques, le renversement de gouvernements légalement constitués et d'autres activités criminelles évidentes. S'agissant de l'Afrique centrale, elle est particulièrement attrayante en raison de ses richesses naturelles et de sa situation stratégique, qui a fait d'elle une cible propice pour ces réseaux criminels sans scrupules.

Les activités mercenaires en Afrique ont été dévastatrices et nous amènent constamment à faire face à des défis importants, tels que le fait d'empêcher l'exercice du droit de nos peuples à disposer d'eux-mêmes. Les conséquences négatives de ce phénomène sont révélatrices du danger et de la menace que représentent les activités mercenaires pour la paix et la sécurité du continent.

Mon pays, la Guinée équatoriale, qui est un pays pacifique, a commencé à attirer les intérêts des mercenaires depuis la découverte du pétrole dans les années 90. Grâce à la paix, nous avons pu atteindre des niveaux sans précédent de développement global. Nous sommes conscients que les activités mercenaires ne feraient qu'inverser cette tendance et provoqueraient des effusions de sang fratricides. C'est pourquoi le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale condamne fermement l'existence d'activités mercenaires sur le continent africain.

La Guinée équatoriale aurait pu subir les mêmes horreurs et calamités imposées par les guerres mercenaires si les cinq tentatives d'invasion du pays par l'intermédiaire de ce système diabolique d'interventions étrangères n'avaient pas été déjouées. En effet, nous tenons à souligner qu'au cours des 24 dernières années, nous avons été victimes de cinq tentatives d'invasions mercenaires. L'objectif ultime était de renverser le Gouvernement équato-guinéen légitime, dans le seul

objectif de s'approprier les ressources du pays et d'en priver le peuple équato-guinéen, pour que les auteurs puissent servir leurs propres intérêts cachés.

Ces éléments ont mené des actions aussi diverses que violentes sous la forme d'attaques contre des banques, d'attaques contre la résidence du Chef de l'État, et même une tentative d'assassinat contre ma personne avec toute ma famille, en décembre 2017. Nous remercions les Gouvernements angolais, zimbabwéen et camerounais de leur coopération, qui a permis de faire échouer ces tentatives d'invasion.

Nous sommes conscients que tant que nos pays disposeront de leurs ressources naturelles, ils resteront un appât attrayant pour ces groupes. Voilà pourquoi la Guinée équatoriale veut alerter une fois de plus le Conseil sur le fait que jusqu'à aujourd'hui, les groupes mercenaires continuent d'agir en toute impunité en Afrique, compromettant la sécurité et la stabilité des pays du continent. Nous appelons l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité et les partenaires et amis de l'Afrique, à s'attaquer à ce phénomène du mercenariat comme ils le font pour le terrorisme et la piraterie, car ces trois phénomènes sont équivalents.

Dans mon intervention lors du débat général de la soixantième session ordinaire de l'Assemblée générale, le 17 septembre 2005 (voir A/60/PV.10), j'ai demandé qu'une attention accrue soit accordée au phénomène du mercenariat, notamment en organisant une session extraordinaire de l'Assemblée générale. Nous estimons qu'une telle mesure aurait suscité une prise de conscience mondiale sur la question et que les parties dont ce phénomène sert les intérêts auraient probablement reconsidéré leurs activités depuis lors. Une telle mesure aurait un caractère préventif et, par conséquent, épargnerait à la communauté internationale et au Conseil le déploiement ultérieur d'une quelconque opération de maintien de la paix dans notre région. Je voudrais réitérer la même demande et souligner une fois de plus l'urgence de mettre à jour la législation sur le mercenariat, pour qu'elle puisse inclure toutes les mutations que le phénomène peut avoir connues.

Il faut analyser ce phénomène à sa racine, en comprendre les causes et rechercher des solutions durables qui puissent consolider la stabilité et le développement de nos pays. Cela signifie qu'il faut découvrir qui en est l'auteur intellectuel et matériel, ses exécuteurs et ses origines, c'est-à-dire qu'il faut aller au fond des choses. La communauté internationale doit

être impliquée dans ce domaine comme elle l'est dans la lutte contre le terrorisme.

Malgré tout cela, l'absence de poursuites en vertu du droit international reste étrange, et les auteurs n'ont aucune responsabilité pénale, ce qui crée un vide dans le droit international et l'impunité pour ces groupes. Dans le cadre de ce débat, je voudrais rappeler les instruments internationaux relatifs au mercenariat, qui reflètent les préoccupations de l'ONU et de l'Union africaine, qui reconnaissent que l'activité mercenaire est un facteur de violence et de déstabilisation dans le monde, dont l'ampleur impose l'interdiction de son activité. Je voudrais mettre l'accent sur les documents suivants : la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires du 4 décembre 1989; la Convention de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique de 1977 et les autres résolutions de l'Assemblée générale. La substance et l'esprit de la législation internationale existante et en vigueur sur le mercenariat coïncident avec la préoccupation du Gouvernement de la République de Guinée équatoriale et, j'ose le dire, de l'ensemble de l'Afrique en général. Mais il reste encore un long chemin à parcourir et nous devons le faire ensemble et solidairement; ce n'est qu'ainsi que nous pourrions optimiser nos réalisations dans ce domaine essentiel.

Enfin, nous comprenons que les relations contractuelles qui peuvent être établies conformément au droit international entre les gouvernements légitimes et les entreprises privées de sécurité et de défense légalement établies dans les pays respectifs sont de nature juridique et ne peuvent être assimilées aux activités de groupes proscrits et sans scrupules.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Côte d'Ivoire.

**M. Amon-Tanoh** (Côte d'Ivoire) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer les regrets de votre frère, S. E. M. Alassane Ouattara, qui ne peut prendre part à ce débat de haut niveau auquel vous avez bien voulu l'inviter, en raison de contraintes de calendrier. Je voudrais donc vous adresser ses chaleureuses félicitations, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois de

février 2019, et vous assurer du plein soutien de la Côte d'Ivoire dans l'accomplissement de cette mission.

Il me plaît également d'exprimer toute mon appréciation, pour l'initiative opportune de ce débat sur l'impact du phénomène du mercenariat sur la paix et la sécurité internationales, notamment en Afrique.

Je voudrais enfin féliciter M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, et M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, pour la qualité de leurs exposés et la pertinence de leurs recommandations.

Malheureusement, le mercenariat est une pratique ancienne et répandue qui se caractérise par la constitution de groupes armés, formant des forces importantes de combattants super-armés, prêts à se battre pour le compte du plus offrant, menaçant ainsi durablement la paix et le développement des États et des régions. Cette pratique est inadmissible et ne saurait perdurer.

Plusieurs pays africains sont constamment victimes des activités déstabilisatrices des mercenaires, telles que définies par la Convention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1977 sur l'élimination du mercenariat en Afrique, et celle de 1989 des Nations Unies, visant pénaliser cette pratique. Aujourd'hui encore, ces activités constituent un sujet de préoccupation majeure sur le continent, notamment en Afrique centrale.

Il est indéniable que les appétits pour les richesses naturelles, les fractures politico-sociales intra-étatiques et les conflits transfrontaliers, contribuent grandement à la croissance du phénomène du mercenariat. Il est encore plus vrai que l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles, nourris par l'affaiblissement de l'autorité de l'État, consécutif à l'instabilité politique dans certains pays d'Afrique centrale, favorisent la persistance des activités des mercenaires dans cette région.

En effet, dans un environnement d'instabilité, les groupes armés qui prospèrent dans les zones non contrôlées par l'État se livrent à divers trafics illicites, y compris le recrutement de mercenaires étrangers en vue de renforcer leurs effectifs. Cette dialectique est bien décrite par les différents rapports des groupes d'experts créés par les Nations unies sur la République démocratique du Congo et la République centrafricaine, qui révèlent que les groupes armés et les mercenaires occupant généralement des zones riches en ressources naturelles s'adonnent à l'exploitation et au commerce



illicites de ces ressources. Ainsi, dans un rapport sur la situation en Centrafrique publié en 2017(A/HRC/36/47/Add.1), le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires, créé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, soulignait et je cite : « Les mercenaires ont profité de la fragilité de la situation sécuritaire en République centrafricaine pour y mener des activités criminelles, notamment des meurtres, des pillages et destructions de propriétés privées, ainsi que l'imposition d'impôts illégaux aux populations locales ». Ces activités criminelles organisées fragilisent les États, entravent leur développement, entretiennent les conflits armés et sapent les efforts de maintien ou de consolidation de la paix de la communauté internationale. Face aux menaces que représentent les activités des mercenaires, notamment en Afrique centrale, notre réponse doit être collective et intégrer la triple dimension internationale, régionale et nationale. Mon pays salue les efforts déployés par la communauté internationale, notamment les Nations Unies, en vue de mettre un terme au mercenariat et punir ceux qui s'y adonnent.

La communauté internationale, et singulièrement les Nations Unies, ont condamné à maintes reprises l'utilisation de mercenaires, qui porte atteinte à la paix et à la sécurité à l'échelle mondiale. Une étape supplémentaire a été franchie, lorsque le 4 décembre 1989, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Cette adoption a été suivie par la mise en place, en 2005, par la Commission des droits de l'homme, devenue Conseil des droits de l'homme, du Groupe de travail d'experts sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Toutefois, la Côte d'Ivoire reste préoccupée par le faible engouement suscité par cette convention, qui demeure pourtant le principal instrument juridique contraignant au niveau international. Aussi, ma délégation voudrait-elle encourager tous les États Membres qui ne l'ont pas encore signée, à accomplir ces formalités, en vue d'étendre le champ d'application de cette convention une fois qu'elle sera ratifiée par ceux-ci.

Au niveau régional, le seul instrument spécifique et contraignant existant est la Convention pour l'élimination du mercenariat en Afrique, adoptée en 1977 par l'OUA, aujourd'hui Union africaine. À ce niveau également, seulement 30 pays africains ont ratifié cette convention, alors que le continent africain

reste le plus menacé par l'activité des mercenaires. Mon pays invite donc l'ensemble des États africains à ratifier ce texte, afin d'accroître les moyens de lutte contre le mercenariat sur notre continent.

Par ailleurs, il est impérieux de renforcer la coopération, en vue d'apporter des solutions concertées à la question de la sécurisation des frontières communes et du rapatriement des mercenaires, dans le cadre des processus de désarmement, démobilisation et réinsertion ou rapatriement mis en œuvre dans certains pays d'Afrique centrale, notamment en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

La Côte d'Ivoire se félicite des avancées notables enregistrées dans la lutte contre le mercenariat, notamment l'adoption et l'entrée en vigueur de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Ce texte, en faisant de la participation à des activités mercenaires une infraction relevant de la compétence universelle obligatoire, constitue un levier important dans la lutte contre l'impunité dont jouissait ce fléau. Désormais, l'auteur de l'infraction pourra être jugé par tout État partie à la Convention sur le territoire duquel il aura été appréhendé. Ma délégation reste convaincue que la mise en œuvre effective des instruments de droit international, déjà existants, sera une étape décisive dans le processus de lutte contre le mercenariat.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer que c'est par la mutualisation de nos moyens que de réels progrès pourront être accomplis, afin d'affranchir l'Afrique des conséquences néfastes du mercenariat et de permettre ainsi aux régions affectées de retrouver le chemin vertueux de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

C'est sur cette note d'espoir qu'il me plait de vous renouveler mes félicitations, Monsieur le Président, pour le choix judicieux de ce thème, ainsi que mes vœux sincères de succès dans l'exercice de votre présidence du Conseil de sécurité tout au long de ce mois de février.

**M. Cohen** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui, qui bien qu'axée sur les pays africains est pertinente pour les pays du monde entier. Je voudrais également remercier le Secrétaire général et le Président Faki Mahamat pour leurs observations de ce jour et souhaiter la bienvenue aux ministres qui nous ont rejoints au Conseil de sécurité. Les États-Unis félicitent la Guinée équatoriale

de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec votre délégation sur les questions urgentes ayant trait à la paix et à la sécurité tout au long du mois et pendant le reste de son mandat au Conseil de sécurité. Nous félicitons également la République dominicaine pour l'excellent travail qu'elle a accompli à la présidence du Conseil au mois de janvier.

Nous partageons votre inquiétude, Monsieur le Président, quant au fait que la stabilité de l'Afrique centrale est compromise par les activités de mercenaires et d'organisations terroristes qui fomentent des conflits aussi bien internes qu'internationaux. Les entreprises militaires privées ou les groupes de mercenaires qui agissent sans mandat, sans surveillance ni obligation de rendre des comptes ont joué un rôle déstabilisateur tout au long de l'histoire et, dans les cas les plus extrêmes, ils ont cherché à s'arroger le pouvoir des gouvernements souverains. Dans toutes les zones de conflit à travers le monde, on retrouve des acteurs militaires privés qui mènent des opérations préjudiciables à la paix et à la sécurité. Je ne citerai ici que deux exemples : la Syrie, où nous avons vu des acteurs militaires privés mener des opérations de combat défensives pour tenter de s'emparer de territoires dans la vallée du Moyen-Euphrate; et la République centrafricaine, où des acteurs militaires privés opèrent dans les zones minières pour exploiter les ressources naturelles du pays. Je voudrais faire trois observations pour placer le débat d'aujourd'hui dans le contexte plus large des défis à la paix et à la sécurité auxquels le Conseil est confronté.

Premièrement, nous devons continuer d'accorder toute l'attention voulue à la tendance préoccupante des activités terroristes et extrémistes violentes sur le continent africain, où, ces dernières années, l'État islamique en Iraq et au Levant, Al-Qaida et d'autres organisations terroristes ont multiplié les attentats meurtriers et étendu leur zone d'opérations. L'attaque déplorable contre des civils dans un complexe commercial et hôtelier à Nairobi, le 15 janvier, est venue nous rappeler avec force la menace posée par ces groupes terroristes.

Deuxièmement, la fragilité des pouvoirs publics rend de nombreux pays plus vulnérables au terrorisme, à l'extrémisme violent et aux conflits armés. Lorsque nous encourageons une gouvernance transparente et responsable, défendons la primauté du droit et appuyons la transparence budgétaire, nous faisons un travail indispensable de promotion de la sécurité par le

renforcement des capacités de l'État et le développement de l'autonomie.

Troisièmement, étant donné la croissance de la population jeune dans de nombreux pays africains, il est indispensable de favoriser des possibilités économiques qui offrent aux jeunes la chance de s'épanouir et de prospérer. Nous savons que les groupes armés, les chefs rebelles et les organisations terroristes recrutent des jeunes hommes qui n'ont guère d'autres perspectives d'avenir. Nous devons encourager l'adoption de politiques qui améliorent le climat des affaires, font croître la classe moyenne africaine et ouvrent la voie à une croissance économique durable et inclusive.

Enfin, les États-Unis tiennent à faire clairement la distinction entre les activités mercenaires déstabilisatrices et illégales et le rôle légal et légitime que les entreprises privées de sécurité et de défense peuvent jouer dans de nombreux endroits, y compris en Afrique centrale. Les acteurs privés de la sécurité forment les militaires nationaux, fournissent un appui logistique aux opérations de paix des Nations unies et de l'Union africaine et protègent les installations. Les acteurs qui remplissent ces rôles conformément aux lois applicables et avec le consentement des gouvernements hôtes contribuent de manière concrète au maintien de la paix et de la sécurité sur le continent. Par exemple, l'Initiative en faveur des opérations de paix dans le monde lancée par les États-Unis a permis d'investir près de 1,2 milliard de dollars depuis 2005, et elle travaille régulièrement avec des entreprises privées de sécurité pour renforcer la capacité et l'état de préparation des forces à participer aux opérations de paix des Nations Unies et de l'Union africaine.

Encore une fois, nous vous remercions, Monsieur le Président, pour la convocation de cette importante séance. Nous espérons vivement continuer à travailler ensemble sur ce sujet qui est essentiel pour l'avenir de la paix et de la sécurité internationales.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je vous souhaite la bienvenue à New York, Monsieur le Président. Nous sommes heureux de vous voir présider le Conseil de sécurité. Il s'agit de la première séance tenue sous la présidence de la Guinée équatoriale ce mois-ci et nous vous remercions d'y assister personnellement, donnant ainsi le ton pour toute la présidence de la Guinée équatoriale en février. Nos amis de la Guinée équatoriale peuvent compter sur tout notre appui.

Nous remercions le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine de leurs exposés. Nous savons gré également aux ministres des affaires étrangères des États africains qui ont fait le déplacement pour assister à cette séance. Nous tenons à remercier la Guinée équatoriale d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui. Ce n'est un secret pour personne que les mercenaires qui agissent pour le compte de tierces parties, même si cela est considéré comme un crime dans de nombreux pays, dont la Russie, demeurent une réalité déplorable des conflits armés actuels. Le thème du mercenariat en Afrique débattu aujourd'hui est dès lors plus urgent que jamais.

Nous voudrions attirer l'attention sur le fait que les mercenaires sont souvent utilisés pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'États souverains. En 1981, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des États qui réaffirme le devoir d'un État d'empêcher sur son territoire l'instruction, le financement et le recrutement de mercenaires ou l'envoi de ces mercenaires sur le territoire d'un autre État. Cette déclaration réaffirme également que les États ont le devoir de s'abstenir de tout acte visant à compromettre l'unité nationale et à troubler l'ordre politique d'un autre État ou à renverser son gouvernement. Cet appel est plus que jamais d'actualité. Tout changement non constitutionnel de pouvoir ou tout renversement de régime par la violence en faisant appel à une aide étrangère est donc clairement inadmissible. Or, les mercenaires sont souvent recrutés et payés pour accomplir pareilles tâches.

Les mercenaires étrangers ont joué un rôle particulièrement néfaste sur le continent africain. Le recours aux mercenaires pour combattre les mouvements nationaux de libération en Afrique et empêcher les peuples sous domination coloniale d'exercer leur droit à l'autodétermination continue d'entacher la conscience de nombreux États occidentaux.

Même après leur indépendance, les jeunes États africains ont fait l'objet de tentatives des coups d'État de la part des puissances coloniales, qui ont recours à des mercenaires, lesquels ont souvent été impliqués dans des atrocités, des actes de torture et des exécutions de civils. Guidés par des objectifs économiques égoïstes ou par le désir d'empêcher la création de gouvernements indépendants aux idéologies différentes, ces anciens maîtres coloniaux ont délibérément violé les principes du droit international qui condamnent le colonialisme, le racisme et la domination étrangère.

La question des activités néfastes des mercenaires dans plusieurs États africains a été examinée à maintes reprises par le Conseil de sécurité, qui n'a cessé de souligner qu'il était inadmissible de recourir à des combattants étrangers pour déstabiliser des États et violer leur intégrité territoriale ou leur souveraineté. Leurs activités néfastes s'inscrivent également dans le contexte de la lutte pour le contrôle d'abondantes ressources naturelles de l'Afrique, qui est l'une des principales causes des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée.

Nous savons que la Guinée équatoriale a récemment fait face à des défis similaires et a réussi à les relever. Nous partageons ses préoccupations à cet égard et nous condamnons fermement toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains.

De nombreux conflits en Afrique, notamment ceux qui sont provoqués de l'extérieur, sont souvent des terrains propices pour les activités de criminels de tous bords. L'exemple le plus frappant à cet égard est la crise qui a suivi l'opération de changement de régime en Libye, qui a porté un coup dévastateur à l'ensemble du système de sécurité régionale et a entraîné un afflux massif d'armes et d'éléments criminels dans les pays du Sahel. Nous demandons à ceux qui ont des plans similaires de réfléchir aux conséquences de cette politique à courte vue en Libye, qu'il faut éviter d'appliquer dans d'autres régions.

Les problèmes qui se posent en Afrique centrale et de l'Ouest sont exacerbés par les activités menées dans plusieurs pays par des groupes armés illégaux, ainsi que par des organisations terroristes et extrémistes, dont les membres luttent non seulement pour faire avancer leurs objectifs politiques ou idéologiques pernicieux, mais aussi pour l'argent.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation au Mali, dans le bassin du lac Tchad et dans la région des Grands Lacs. Pour relever efficacement ces défis, il faut non seulement que les forces armées nationales et régionales prennent des mesures décisives, mais il faut aussi endiguer les flux financiers extérieurs qui alimentent les activités des mercenaires et des extrémistes. Nous sommes convaincus que l'élimination de ce phénomène passe par un règlement durable des conflits, le renforcement des institutions de l'État, principalement du secteur de la sécurité, et des mesures visant à promouvoir le développement socioéconomique.

Dans de nombreux cas, l'appui de la communauté internationale est nécessaire mais ne doit être fourni qu'à la demande des pays concernés. Les approches coloniales doivent être reléguées au passé, tout comme certaines pratiques qui ont été élevées au rang de politiques par certains États, qui vont du chantage aux menaces en passant par les actes de provocation et l'usage de la force contre des États souverains.

Nous voudrions souligner que les défis et les menaces auxquels la région de l'Afrique centrale est confrontée, y compris les activités mercenaires, sont interdépendants et étroitement liés, et que les États de cette région sont également très interdépendants. La déstabilisation de la situation dans un pays peut provoquer des ondes de choc dans toute la sous-région et porter atteinte à la sécurité des pays voisins. Par conséquent, il importe au plus haut point de suivre de près l'évolution de la situation dans cette région.

Nous sommes favorables à la recherche de solutions africaines aux problèmes africains, notamment les activités mercenaires. La mise à jour de la Convention de 1977 de l'Organisation de l'unité africaine – prédécesseur de l'Union africaine – sur l'élimination du mercenariat en Afrique pourrait donner l'impulsion voulue à cet égard. Nous estimons que ce document a jeté des fondements solides pour les efforts collectifs visant à engager des poursuites judiciaires face à ces activités illégales et à les éliminer sur le continent.

**M. Djani** (Indonésie) (*parle en anglais*) : C'est un honneur de vous avoir parmi nous aujourd'hui, Monsieur le Président. Votre présence donne le ton de la présidence de la Guinée équatoriale pour ce mois de février. Je voudrais également vous féliciter, ainsi que votre délégation, d'avoir organisé ce débat public sur un thème aussi important. Soyez assurés du plein appui de l'Indonésie à votre présidence.

Nous voudrions également remercier le Secrétaire général, M. António Guterres, et le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, de leurs déclarations.

Les mercenaires, qu'il s'agisse d'entités locales, de combattants étrangers ou d'entreprises privées de défense ou de sécurité impliquées dans des opérations illégales, ont exacerbé de nombreux conflits dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afrique. Ces mercenaires, qui sont motivés par l'appât du gain mais parfois aussi par diverses idéologies, ou qui ont d'autres raisons d'être, ont été utilisés par plusieurs

États, par des acteurs non étatiques ainsi que par des entreprises.

Comme l'a également signalé le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les mercenaires se livrent à tout un éventail d'activités, qui vont de la criminalité liée à la traite d'êtres humains, au trafic d'armes et de drogues et au vol de ressources naturelles précieuses, en passant par les meurtres ciblés, les enlèvements et d'autres actes barbares commis à la demande des parties qui souhaitent une issue spécifique à un conflit donné. Les mercenaires créent un cercle vicieux de criminalité et de violations des droits de l'homme. Ils se présentent sous plusieurs formes, allant des auteurs de délits commerciaux aux combattants terroristes étrangers en passant par les extrémistes radicaux.

L'Indonésie est vivement préoccupée par le danger que les activités des mercenaires constituent pour la paix et la sécurité internationales. Nous appelons au plein respect de la souveraineté, de l'ordre constitutionnel et de l'intégrité territoriale des pays concernés, ainsi que du principe de non-ingérence. Dans ce contexte, nous convenons que le phénomène du mercenariat doit être mieux réglementé.

Pour éviter que les activités des mercenaires n'entraînent l'insécurité et la déstabilisation, l'Indonésie voudrait insister sur les quatre points suivants : premièrement, le renforcement des capacités; deuxièmement, les contributions régionales et sous-régionales; troisièmement, la responsabilité des États; et quatrièmement, le respect du droit international et du droit humanitaire.

Premièrement, le renforcement des capacités de l'État et la compétence juridique de l'État qui en découle sur l'ensemble de son territoire revêtent la plus haute importance. Nombreux sont les exemples de cas où, à la suite des conflits et de la faiblesse des institutions, des terroristes et des mercenaires ont exploité des terres à des fins sordides.

Le renforcement des capacités doit également s'appliquer aux mécanismes garants de l'état de droit, à l'appareil judiciaire et à d'autres mécanismes de maintien de l'ordre. Le fait pour l'État d'engager des poursuites efficaces face aux activités mercenaires constitue un moyen de dissuasion crédible. S'il est vrai que l'État doit s'acquitter de sa responsabilité de protéger les citoyens,



il est également essentiel que la société civile, les médias, les jeunes et les femmes jouent tous un rôle constructif et unificateur dans le cadre de l'édification de la nation. Le développement économique et l'assistance aux pays sont également importants pour renforcer la résilience économique, ce qui peut dissuader les civils de rejoindre les rangs des mercenaires ou de contribuer à leurs causes.

Deuxièmement, nous voudrions mettre l'accent sur la contribution des organisations régionales et sous-régionales.

Dans ce contexte, l'Indonésie appuie pleinement l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui a pour pilier central une Afrique sans conflit, ainsi que les cinq priorités thématiques de la Feuille de route de l'Architecture africaine de paix et de sécurité pour la période 2016-2020. La Feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2020, élément essentiel pour freiner l'activité mercenaire, est très louable. Le succès de ce mécanisme, ainsi que celui du Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, permettra de renforcer sensiblement la paix, la sécurité et le développement sur le continent. L'Afrique sait ce qui est le mieux pour elle. Toutefois, ces mécanismes ont besoin du plein appui de l'ONU et d'autres partenaires. Nous devons y associer d'autres organisations internationales et régionales, notamment celles qui s'occupent de la criminalité transnationale, ainsi que d'autres.

Pour sa part, l'Indonésie n'a pas ménagé ses efforts sur ce front, que ce soit le biais de ses programmes d'aide bilatérale à l'Afrique dans de nombreux domaines ou de ses contributions à huit opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nous avons quelque 1 757 soldats et policiers indonésiens déployés dans des missions de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique. Nous restons déterminés à être aux côtés de nos frères et sœurs africains. À cet égard, nous exhortons également le Conseil à examiner les menaces croissantes que les activités mercenaires font peser sur les Casques bleus des Nations Unies dans l'exercice de leur mandat et sur leur sécurité personnelle.

Troisièmement, nous réaffirmons que tous les pays doivent faire preuve d'une grande vigilance face à la menace que représentent les mercenaires, notamment en veillant à ce que les territoires sous leur contrôle ne soient pas utilisés pour des activités pernicieuses impliquant des mercenaires ni que leurs nationaux y participent.

Cela recouvre notamment tout appui financier, matériel et politique qui leur serait apporté en vue de déstabiliser le Gouvernement légitime d'un État. Aucune entreprise ne doit pouvoir se soustraire à l'obligation de rendre des comptes pour l'utilisation illégale de mercenaires afin promouvoir ses intérêts commerciaux. En outre, le personnel militaire privé et le personnel des sociétés de sécurité du monde entier doivent également être tenus pleinement responsables de tout acte illégal. L'Indonésie appuie pleinement la résolution 73/159 de l'Assemblée générale sur la question des mercenaires, et nous exhortons tout un chacun à s'y conformer.

Quatrièmement, reconnaissant que la réglementation manque de cohérence et qu'il existe de nombreuses lacunes, il est très important que chacun respecte pleinement le droit international, le droit international humanitaire et les normes connexes régissant les activités mercenaires, en particulier dans les situations de conflit et de quasi-conflit, où elles sont les plus meurtrières. Les entreprises doivent répondre de leurs actes et respecter le droit international et les résolutions relatives aux mercenaires.

Pour terminer, les mercenaires survivent grâce au simple principe de l'offre et de la demande. Il est grand temps que nous prenions des mesures pour supprimer la demande de mercenaires sur le marché mondial. Dans le même temps, nous devons mettre un terme à l'exportation et à l'offre de mercenaires. Ce n'est qu'ainsi que nos efforts communs seront couronnés de succès. Privons ces soldats de fortune de leur butin!

**M. Ma Zhaoxu** (Chine) (*parle en chinois*) : Aujourd'hui, nous sommes à la veille du Nouvel An chinois. Avant toute chose, j'aimerais, Monsieur le Président, vous transmettre mes meilleurs vœux pour la nouvelle année. Dans le même temps, je souhaite la paix et la tranquillité aux peuples du monde.

Je prends la parole en ma qualité de Représentant spécial de S. E. le Président Xi Jinping, de la Chine. D'emblée, je remercie S. E. le Président Obiang Nguema Mbasogo de sa présence ici et de sa présidence de la réunion de haut niveau d'aujourd'hui.

La Chine félicite la Guinée équatoriale de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février. Elle appuiera pleinement ses travaux. Je félicite également la République dominicaine de son travail exemplaire à la tête du Conseil en janvier.

Je remercie de leurs exposés le Secrétaire général António Guterres, M. Faki Mahamat, Président de

la Commission de l'Union africaine, et M. Sezibera, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda et Président en exercice de l'Union africaine. Mes remerciements vont également à la Côte d'Ivoire et au Gabon pour avoir envoyé leurs ministres des affaires étrangères à la séance d'aujourd'hui.

La Chine appuie l'initiative prise par la Guinée équatoriale de convoquer la réunion d'aujourd'hui et salue les efforts qu'elle déploie pour combattre les mercenaires. Nous sommes convaincus que la séance d'aujourd'hui permettra de dégager un consensus international sur la façon de lutter ensemble contre les menaces et les défis posés par les mercenaires. Les activités mercenaires menacent la paix et la sécurité internationales et mettent en péril la paix et la stabilité des pays en développement, en particulier ceux du continent africain. Ces activités entraînent d'importantes pertes en vies humaines et en biens et hypothèquent gravement la stabilité sociale et le développement économique des pays africains. Il s'agit donc d'une question à laquelle la communauté internationale doit prêter une attention toute particulière.

Les activités mercenaires violent les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, interfèrent dans les affaires intérieures des pays en développement, notamment en Afrique et portent atteinte à leur souveraineté, à leur indépendance et à leur intégrité territoriale. De telles activités entraînent des tensions et des conflits armés entre les pays. Le recrutement, l'utilisation, le financement et la formation de mercenaires constituent des violations manifestes du droit international. La Chine est fermement opposée à de telles activités. À cet égard, je souhaite faire les trois observations suivantes.

Premièrement, il est impératif de respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi que les normes fondamentales régissant les relations internationales, d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale sur la lutte contre les activités mercenaires et d'adhérer au principe d'égalité souveraine et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Nous devons appuyer les pays africains dans leurs efforts pour maintenir leur souveraineté, leur indépendance et leur intégrité territoriale, respecter pleinement le rôle de chef de file qui leur revient dans les affaires régionales et soutenir l'approche des solutions africaines aux problèmes africains.

Deuxièmement, nous devons renforcer la coopération internationale et régionale. La communauté internationale doit coordonner ses efforts pour aider les pays africains à faire face comme il convient aux menaces posées par les activités mercenaires et, à terme, à les éliminer. Nous devons continuer à améliorer la coopération et le partenariat entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine, et intensifier nos efforts en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de reconstruction après les conflits. La communauté internationale doit aider les pays africains à renforcer leurs capacités en matière de sécurité dans les domaines de la formation, de l'équipement et des ressources par le biais de la coopération bilatérale et multilatérale s'ils le souhaitent. Les pays de la région peuvent coopérer dans les domaines du contrôle des frontières, de l'échange d'informations et de la lutte contre le trafic des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre.

Troisièmement, il faut mettre en place des politiques intégrées. En tant que phénomène étroitement lié au terrorisme, à la traite des êtres humains et au pillage des ressources, les activités mercenaires constituent un facteur important qui menace la paix et la stabilité en Afrique centrale. C'est pourquoi les ressources dans divers domaines doivent être mises en commun afin de renforcer la coordination et l'application de la loi de manière à créer de fortes synergies dans la lutte contre les activités terroristes. La communauté internationale doit soutenir les pays africains dans l'accélération du développement, la réduction de la pauvreté, l'élimination des causes profondes des conflits et des troubles et l'intensification du développement socioéconomique.

La Chine soutient les pays et les peuples africains dans leur quête de la paix, de la tranquillité, de la prospérité et du développement. En septembre, nous avons organisé le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, qui a été couronné de succès. Il y a été convenu que la Chine et l'Afrique devaient renforcer leur coopération en matière de paix et de sécurité. La coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire a été définie comme l'un des huit domaines prioritaires de la coopération entre la Chine et l'Afrique.

En outre, la Chine appuie la mise en œuvre par l'Afrique de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de son initiative « Faire taire les armes d'ici 2020 ». La Chine a aussi décidé de créer un fonds de coopération sino-africain pour la paix et la sécurité, afin de soutenir la coopération entre la Chine et l'Afrique en faveur de

la paix, de la sécurité, de la stabilité et du maintien de la paix. Enfin, je tiens à souligner que la Chine continuera d'épauler l'Afrique dans la réalisation de la paix, de la stabilité et du développement, et œuvrera avec l'Afrique pour construire une communauté sino-africaine plus forte ayant un avenir partagé.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : Puisqu'il s'agit de la première séance officielle tenue pendant la présidence équato-guinéenne, Monsieur le Président, je tiens à féliciter la Guinée équatoriale de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février, et je vous souhaite plein succès dans votre travail. Je voudrais aussi féliciter la délégation de la République dominicaine d'avoir dirigé avec brio les activités du Conseil pendant le mois de janvier.

Qu'il me soit permis de remercier de leurs interventions riches en enseignements le Secrétaire général, M. António Guterres; le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat; et le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda, M. Richard Sezibera. Je souhaite aussi la bienvenue aux Ministres des affaires étrangères présents dans la salle aujourd'hui.

Les groupes mercenaires posent une grave menace contre l'indépendance, la sécurité, la stabilité et le développement pacifique de nombreuses nations en Afrique. En conséquence, nous saluons l'initiative prise par le Gouvernement équato-guinéen d'organiser le présent débat présidentiel de haut niveau au Conseil de sécurité. Le thème de ce débat porte sur un éventail large et impressionnant de questions. Nous voudrions donc en aborder quelques-unes qui revêtent une importance particulière pour la Pologne.

Premièrement, les systèmes juridiques faibles, l'absence de bonne gouvernance et d'état de droit, la pauvreté et le chômage créent un environnement propice aux activités mercenaires. En conséquence, la promotion de l'état de droit, qui est au cœur des activités du système des Nations Unies et qui est aussi une priorité de la Pologne en tant que membre du Conseil, doit être plus rationalisée et mieux centrée dans le contexte des discussions actuelles. Nous encourageons également les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, à continuer de promouvoir l'état de droit et les principes de la sécurité, de l'intégrité territoriale et de la coopération pacifique, ainsi que le développement institutionnel des États, qui sont les parades les plus efficaces contre les activités mercenaires.

Deuxièmement, le droit est toujours en retard sur l'évolution dynamique des situations réelles sur le terrain. L'introduction de nouveaux instruments juridiques dans un monde en mutation rapide ne suffit pas toujours. Nous pensons que la législation existante est pertinente mais que, comme toujours, son applicabilité universelle et son efficacité posent problème. Nous devons axer notre attention sur ces aspects-là. Nous considérons donc que le présent débat est l'occasion pour l'Organisation des Nations Unies, ses États Membres et les organisations régionales et sous-régionales, ainsi que pour les entités des Nations Unies telles que le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de bâtir un consensus plus large sur ce problème, à l'instar de celui qui existe déjà pour la lutte contre le terrorisme. La Pologne a été l'un des premiers États à ratifier le Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés. Notre ferme appui à ce document se fonde sur notre conviction que toute activité internationale qui implique l'emploi de la force ne saurait être contraire au droit international humanitaire ni au droit des droits de l'homme. Nous restons donc vivement préoccupés par l'utilisation illégale d'entreprises militaires privées qui ne respectent pas les principes fondamentaux du droit international et qui constituent un facteur destructeur, dont des exemples existent au sein et en dehors de l'Afrique.

Troisièmement, des décennies de tensions internes ou internationales et la montée du fondamentalisme et l'extrémisme religieux ont alimenté la prolifération des groupes mercenaires dans la région. Pour prévenir ou limiter la multiplication de telles situations, il faut, entre autres, promouvoir les mesures de confiance, maintenir le dialogue entre les parties intéressées et éviter les tensions qui peuvent dégénérer.

Pour terminer, je tiens à souligner que nos débats récents sur les femmes et la paix et la sécurité nous fournissent des exemples de mesures permettant de réduire les risques d'escalade des conflits, amoindissant ainsi, entre autres dangers, le risque des pratiques mercenaires.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord vous présenter, Monsieur le Président, nos plus sincères félicitations, aussi bien pour l'accession de votre pays

à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février, que pour le programme de travail très dynamique et pertinent que vous avez prévu de mettre en œuvre, et j'en veux pour preuve le débat important d'aujourd'hui.

De même, je tiens à saluer la présence et les interventions édifiantes du Secrétaire général António Guterres, de M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, et de M. Richard Sezibera, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda.

La problématique relative à l'utilisation de mercenaires et aux activités qu'ils exécutent est complexe. Elle est causée par de multiples facteurs, comme nous avons pu le constater, notamment les faiblesses institutionnelles existantes, les limitations dans le cadre juridique international qui les incrimine et les penchants pervers à l'enrichissement illicite, sans la moindre considération pour la vie et la dignité humaines.

L'utilisation de mercenaires, les activités mercenaires et les entreprises militaires et de sécurité privées, nombre de ces dernières faisant l'objet de dures critiques du fait de pratiques contestables dans la prestation de leurs services contractuels, menacent les droits de l'homme, en particulier le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et, de ce fait, la paix et la sécurité mondiales.

La liste des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées par les mercenaires comprend, d'après les rapports pertinents, les exécutions, l'esclavage sexuel, les viols et d'autres formes de violence sexuelle et sexiste, la torture, les mutilations, les déplacements forcés, les disparitions forcées, la destruction arbitraire de biens culturels et l'enrôlement et le recrutement forcés d'enfants.

Le lien qui unit le trafic de drogues, et d'autres formes de criminalité organisée, aux mercenariat, ainsi que la violence qu'engendre ce lien et l'érosion de l'ordre constitutionnel des États qui en découle sont également alarmants. Nous sommes plus troublés encore par les violations des droits de l'homme commises à l'encontre d'enfants innocents, qui sont victimes d'enlèvements, d'actes de torture, de détention, d'esclavage sexuel et de recrutement forcé comme enfants soldats, véritables actes de barbarie.

Face à de telles atrocités, nous saluons le travail des institutions et organismes internationaux qui se consacrent à ce problème mondial, attirent l'attention sur ses causes et formulent des recommandations visant

à les combattre et les prévenir. C'est pourquoi nous saluons le travail accompli par le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Le dernier rapport publié par le Groupe de travail (voir A/73/303) énonce divers éléments importants auxquels nous estimons qu'il faut prêter attention et, par conséquent, s'atteler, en suivant nos lignes de conduite respectives, notamment : améliorer le cadre juridique international en matière de prévention et de répression du recrutement, de l'utilisation, du financement et de l'entraînement des mercenaires et combattants étrangers; renforcer les institutions et réglementations nationales, ainsi que les niveaux de responsabilité exigés, et formuler un instrument international juridiquement contraignant s'appliquant aux sociétés militaires et de sécurité privées; intensifier la coopération internationale entre les États en matière de prévention, de poursuites judiciaires et de répression de ces infractions; s'attaquer aux causes profondes des conflits, dans toute leur diversité historique, sociale, politique et économique, et parmi lesquelles on peut citer une propension historique aux conflits armés ou à l'instabilité, la pauvreté, le chômage élevé, l'exploitation des ressources naturelles et les faiblesses institutionnelles; et, enfin, lutter contre le recrutement et l'utilisation des enfants en période de conflit armé par des interventions axées sur la réhabilitation et la réintégration des enfants et sur la mise en œuvre de mesures préventives.

La prévention de la violence, la lutte contre le terrorisme et la criminalité et le respect des droits de l'homme, en premier lieu ceux de nos enfants, sont des éléments clefs pour préserver la paix et la sécurité mondiales.

**M. Allen** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous souhaite, Monsieur le Président, une chaleureuse bienvenue au Conseil de sécurité, et je félicite la Guinée équatoriale de son accession à la présidence pour le mois de février. Je remercie et félicite également la République dominicaine de son excellente direction des travaux du Conseil en janvier.

Je remercie en outre le Secrétaire général António Guterres, S. E. le Président Moussa Faki Mahamat et S. E. M. Richard Sezibera de leurs exposés d'aujourd'hui. Enfin, je souhaite une très bonne année à nos collègues chinois.



Le Royaume-Uni se félicite de la tenue du présent débat et de l'accent mis sur la stabilité, la prévention des conflits et la consolidation de la paix durant la présidence équato-guinéenne du Conseil. Le Royaume-Uni est conscient des effets profondément négatifs que peuvent avoir les formes contemporaines de l'activité mercenaire. C'est notamment le cas du lien entre l'activité mercenaire et les obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 16 consacré à la paix, la justice et des institutions efficaces. Nous sommes déterminés à aider nos partenaires africains à concrétiser leur vision d'un continent plus pacifique et plus prospère. Nous collaborons pour relever une série de défis communs en matière de sécurité, et nous nous employons à renforcer les capacités des institutions africaines chargées de la sécurité et de la justice et à former les soldats de la paix africains.

Nous sommes également déterminés à aligner notre appui au développement sur les initiatives qui favoriseront la stabilité à long terme de l'Afrique. Il est clair qu'il existe un lien de complémentarité entre la stabilité et la sécurité d'un côté et la prospérité et la croissance de l'autre. C'est pourquoi nous encourageons les investissements de qualité en Afrique pour générer de la richesse, construire des infrastructures et créer des emplois. C'est pourquoi nous aidons les jeunes Africains à accéder à une éducation et à des compétences propres à transformer leurs vies. Et c'est pourquoi nous appuyons avec tant de force l'autonomisation des femmes et des filles, de sorte que le développement de l'Afrique puisse véritablement être sans exclusive et, par là-même, véritablement durable.

L'approche holistique que nous avons adoptée pour soutenir la sécurité et la stabilité de l'Afrique doit également être appliquée au phénomène du mercenariat moderne. Nous devons reconnaître qu'il ne s'agit pas uniquement d'une source de conflit, mais d'un symptôme des causes profondes de l'instabilité. Les groupes mercenaires prospèrent là où les institutions étatiques sont fragiles et où règnent une culture de l'impunité, un état de droit faible et une extrême pauvreté. Certains ont des liens avec des menaces graves et apparentées à la criminalité organisée, notamment s'agissant du trafic d'armes légères et de petit calibre et de l'exploitation illégale des ressources. Leurs activités sont susceptibles de porter atteinte au système international fondé sur des règles que le Conseil a été conçu pour défendre. Lorsque cela se produit, nous devons utiliser l'ensemble

des mécanismes à la disposition du Conseil, y compris les régimes de sanctions.

Comme vous l'avez souligné, Monsieur le Président, il importe de faire la distinction entre les mercenaires – terme clairement défini dans le droit international humanitaire – et les sociétés de sécurité privées, dûment réglementées et responsables. Le secteur mondial de la sécurité privée, une activité légitime, fournit un service essentiel à l'appui d'activités diplomatiques, commerciales et humanitaires menées dans des environnements complexes partout dans le monde.

Le Royaume-Uni reste déterminé à relever le niveau dans le secteur de la sécurité privée. À cet égard, nous saluons l'important travail accompli par le Forum du Document de Montreux et l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoCA). Nous exhortons tous les États, entreprises et organisations non gouvernementales qui emploient des sociétés de sécurité privées à inscrire l'adhésion à l'ICoCA et la certification de cette association selon les normes pertinentes parmi les critères pris en compte pour l'octroi d'un contrat, et à respecter le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées.

Dans ce contexte, le Royaume-Uni est préoccupé par les informations selon lesquelles certaines sociétés militaires privées participeraient à des activités déstabilisatrices dans un certain nombre de pays. C'est d'autant plus perturbant lorsque ces pays – comme la République centrafricaine, la Syrie, l'Ukraine ou le Venezuela – sont à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Nous exhortons toutes ces entités du secteur privé à veiller à ce que leurs actions ne franchissent pas la frontière entre une prestation légitime de services de sécurité et des agissements irresponsables ou déstabilisateurs. Les sous-comités compétents du Conseil de sécurité pourraient avoir un rôle à jouer en examinant s'il existe des preuves que ces acteurs ont déclenché ou exacerbé un conflit ou une instabilité.

Pour terminer, je tiens à rendre hommage aux efforts déployés actuellement par l'Union africaine et les organisations sous-régionales africaines pour prévenir des changements anticonstitutionnels de gouvernement. Il s'agit notamment d'empêcher le recours à des mercenaires pour déstabiliser ou renverser des gouvernements démocratiquement élus. Le Royaume-Uni invite l'Union africaine à continuer de renforcer ses capacités dans ce domaine en tirant un parti efficace des informations recueillies grâce au Système d'alerte

rapide à l'échelle du continent et en recourant davantage aux pratiques de diplomatie préventive et de médiation.

**M. Delattre** (France) : Je souhaiterais tout d'abord, Monsieur le Président, vous remercier vivement au nom de mes autorités, pour l'organisation de ce débat et pour votre présence parmi nous. Permettez-moi également de vous présenter tous nos vœux de réussite pour la présidence du Conseil de sécurité que la Guinée équatoriale exerce en ce mois de février.

Je remercie aussi le Secrétaire général, le Président de la Commission de l'Union africaine et le Ministre rwandais des affaires étrangères et de la coopération pour leurs interventions très éclairantes. Je souhaite saluer également la présence parmi nous des Ministres des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire et du Gabon.

Je souhaite enfin une bonne année à notre collègue chinois.

Le phénomène du mercenariat constitue une véritable menace pour la paix et la sécurité du continent africain, mais aussi pour toutes les autres régions du monde où il se développe. Le mercenariat est un multiplicateur d'instabilité; il s'en nourrit et l'accroît en retour. Ressortissants étrangers, non membres de forces armées régulières, et recrutés contre une rémunération financière ou matérielle afin de prendre part directement à des conflits armés, les mercenaires s'affranchissent des frontières et se nourrissent de l'instabilité et de la fragilité des États. Nous l'avons vu par le passé, notamment au début des années 2000, en Sierra Leone, au Libéria ou en Côte d'Ivoire. Nous le voyons encore aujourd'hui en République démocratique du Congo, en République centrafricaine ou encore au Soudan. L'impact de l'action des mercenaires est connu. Je pense tout d'abord à la déstabilisation des États et à la remise en cause des ordres constitutionnels. Je pense également à leur implication dans les trafics illicites d'armes et de ressources naturelles. Je pense enfin et surtout aux violations multiples des droits de l'homme et du droit international humanitaire, telles que les violences sexuelles et basées sur le genre, la torture, les déplacements forcés, ou encore le recrutement d'enfants soldats. Ces violations ont été documentées dans le dernier rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (voir A/73/303).

Qu'il me soit également permis d'évoquer la question des sociétés de sécurité et militaires privées.

Ces dernières doivent bien entendu être distinguées du phénomène du mercenariat, puisque leurs activités font l'objet d'une régulation internationale avec, par exemple, le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, ou encore le Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés. Néanmoins, nous devons demeurer vigilants afin d'éviter que certaines d'entre elles ne mènent des activités déstabilisatrices dans les pays où elles se déploient.

Une fois ce constat dressé, se pose la question de savoir comment endiguer le phénomène du mercenariat. La première réponse est celle de la prévention. Si les mercenaires sont une source de conflits, ils sont également le symptôme des causes profondes de l'instabilité et de la fragilité de certains États. Dans ce contexte, le renforcement de l'état de droit, notamment l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption, l'investissement dans l'éducation des jeunes générations, la lutte contre le changement climatique ou encore le développement de la coopération transfrontalière, sont autant de facteurs de nature à traiter ces causes profondes des conflits. Dans ce cadre, nous saluons les efforts entrepris par l'Union africaine, les organisations sous-régionales africaines et les États membres de l'Union africaine, avec la mise en œuvre de l'Initiative « Faire taire les armes en Afrique d'ici 2020 », initiative que nous soutenons pleinement. Nous saluons également l'ensemble des actions prises pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine ainsi que les mesures prises en matière de lutte contre la prolifération et le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Je pense, par exemple, à l'adoption, en 2010, de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, dite « Convention de Kinshasa », au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

La deuxième partie de la solution est celle du traitement du phénomène du mercenariat en tant que tel. Il s'agit tout d'abord d'y apporter une réponse sécuritaire à travers, par exemple, l'action robuste de certaines opérations de maintien de la paix, comme la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies

pour la stabilisation en République centrafricaine ou la Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Cette réponse sécuritaire passe également par l'action des opérations africaines de soutien à la paix, dont nous soutenons pleinement le développement et le financement prévisible et durable, et par l'activation ou la réactivation de commissions mixtes bilatérales entre certains États.

La réponse sécuritaire n'est bien entendu qu'une première étape du traitement du phénomène du mercenariat. La réponse doit également être politique. Dans les pays où les groupes de mercenaires sont actifs, les processus politiques doivent prendre en compte les combattants étrangers comme partie intégrante de la stratégie de démantèlement des groupes armés. Dans ce cadre, la mise en œuvre des programmes de démobilisation, de désarmement, de réintégration mais aussi de rapatriement (DDRR) des anciens membres des groupes armés engagés dans un processus de paix constitue bien souvent une condition essentielle au retour à la paix et à la réconciliation nationale. Une nouvelle fois, dans le cadre de ces programmes de DDRR, la question du sort réservé aux enfants soldats est clef afin d'assurer leur démobilisation, leur rapatriement éventuel dans leur pays d'origine, mais aussi la prévention de leur nouveau recrutement. Enfin, le traitement judiciaire des combattants étrangers est également une partie de l'équation, que ce soit à travers les juridictions ordinaires, les juridictions spéciales ou la Cour pénale internationale.

Face à la menace que représente le phénomène du mercenariat, seule une coopération internationale étroite, associant les États, les organisations régionales mais aussi les Nations Unies, nous permettra d'agir efficacement. Le Conseil peut être assuré de l'engagement résolu de la France dans ce combat.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Je vous souhaite bonne chance, ainsi qu'à votre équipe, pour les mois à venir. Je voudrais également vous féliciter, Monsieur le Président, de votre déclaration initiale ainsi que des exemples très concrets que vous avez donnés de votre propre pays et de la façon dont les mercenaires compromettent sa sécurité.

Je voudrais également remercier la République dominicaine de ce qu'elle a réalisé à la présidence du Conseil de sécurité en janvier et féliciter le représentant

de la République dominicaine de la déclaration qu'il vient de prononcer sur les mercenaires, dans laquelle il a dressé une liste impressionnante des agissements des mercenaires, en particulier à l'encontre des femmes et des enfants; agissements qu'il a judicieusement qualifiés de « barbares ».

M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, a parlé du « fléau des mercenaires » pour décrire et résumer leurs activités. Je pense que c'est absolument la bonne description, et, comme nous l'avons jusqu'à présent entendu au cours des discussions autour de cette table, je pense qu'il existe une forte unité entre les États Membres. Tout le monde est conscient non seulement que les activités mercenaires font peser une menace sur la stabilité et la sécurité régionales en Afrique centrale, mais qu'elles sont également le symptôme d'une tendance plus générale qui caractérise les situations de conflit, à savoir qu'elles sont exacerbées par les tendances liées au terrorisme, à l'extrémisme violent et à la criminalité organisée nationale, y compris le trafic d'armes, et étroitement liées à ces phénomènes.

Lorsque l'on se penche sur les causes profondes de ce phénomène, l'on constate que l'une des principales motivations pour rejoindre un groupe mercenaire est l'absence d'options et de possibilités économiques, en particulier pour les jeunes. En outre, les frontières entre les groupes mercenaires, la criminalité organisée et les groupes terroristes sont floues. Je crois que nous devons être honnêtes et admettre qu'aucune solution à ce problème ne sera trouvée du jour au lendemain. Il n'existe pas de solution facile au problème des mercenaires en Afrique. C'est pourquoi nous devons adopter une approche plus nuancée et à long terme. Du point de vue de l'Allemagne, il existe six stratégies potentielles pour régler ce problème.

La première consiste à habilitier les acteurs étatiques et les forces de sécurité. Dans sa déclaration, le Secrétaire général nous a rappelé très clairement que c'est le Gouvernement, et non les mercenaires, qui doit avoir le monopole de l'emploi de la force. Nous devons permettre aux acteurs étatiques et aux forces de sécurité d'assurer efficacement la sécurité de la population sur l'ensemble du territoire, tout en respectant bien sûr les droits de l'homme et la dignité des personnes. Nous avons besoin d'institutions de sécurité fortes et compétentes qui respectent la primauté du droit. Nous devons renforcer les accords relatifs au secteur de la sécurité par le biais de diverses initiatives, en particulier

celles prises dans le cadre de l'objectif 16 des objectifs de développement durable – ce qu'a également souligné mon collègue britannique –, par les envoyés régionaux des Nations Unies et, nous devons plus généralement améliorer la coopération régionale et sous-régionale. La réforme du secteur de la sécurité, le renforcement des capacités et la formation sont, à notre avis, des instruments essentiels pour aller de l'avant.

Deuxièmement, j'aborderai les questions de la non-prolifération et du désarmement. Les armes et les munitions sont le combustible dur des conflits, et leur circulation illicite est certainement une source importante pour les mercenaires. La non-prolifération et le désarmement sont donc des éléments importants de la stratégie visant à mettre fin aux activités mercenaires. Sous la direction de l'Union africaine et en étroite coopération avec les organisations sous-régionales africaines, telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes, un plan d'action pour le contrôle des armes légères et de petit calibre a été élaboré à l'échelle du continent. Ce plan fait également partie de l'initiative de l'Union africaine, Faire taire les armes d'ici 2020, que nous saluons. L'Allemagne soutient fermement toutes les activités menées dans ce contexte. Nous collaborons avec l'Union africaine pour réduire les flux d'armes dans les zones de conflit, améliorer le contrôle des armes et des munitions dans les États fragiles et former une nouvelle génération d'experts pour qu'ils prennent la tête du contrôle des armes. Nous attendons donc avec impatience le débat qui se tiendra à la fin de votre présidence, Monsieur le Président, sur le thème « Faire taire les armes ». Nous attendons également avec impatience de vous soutenir, Monsieur le Président, et d'apporter notre appui à vos activités en vue d'adopter une résolution sur cette question.

Troisièmement, je voudrais souligner le rôle des sanctions et de la surveillance par des experts en tant que réponse concrète aux activités mercenaires. En ce qui concerne les sanctions au sein des Nations Unies, il existe des critères de désignation, notamment en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, par exemple, qui peuvent servir de base à l'établissement de la liste des personnes impliquées dans des activités mercenaires.

Quatrièmement, en ce qui concerne la responsabilité, nous devons veiller à ce que les violations des droits de l'homme et les abus commis par des mercenaires fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et à ce que les responsables aient des comptes à rendre. Je trouve très encourageant que, par exemple, le Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, que je tiens à saluer ici, ait également souligné l'importance des sanctions. Notre collègue russe a également mentionné l'importance des poursuites judiciaires. Nous devons renforcer les capacités et la réactivité des systèmes de justice pénale nationaux et internationaux et des mécanismes nationaux et régionaux des droits de l'homme. Cela doit inclure explicitement les cas où des mercenaires agissent sous la direction d'un État.

Cinquièmement, je voudrais parler des sociétés militaires et de sécurité privées. Il faut les distinguer des activités mercenaires. Bon nombre de ces sociétés poursuivent des objectifs légitimes. Mais je voudrais revenir sur ce que le Président Moussa Faki Mahamat a clairement dit plus tôt, à savoir que ces sociétés militaires et de sécurité privées posent de nombreux défis. Un certain nombre de collègues autour de la table ont également mentionné des cas concrets, notamment la France, la Pologne et le Royaume-Uni. Nous devons nous assurer que ces sociétés militaires et de sécurité privées poursuivent des objectifs légitimes. Nous devons également prévenir les abus, renforcer le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et promouvoir la transparence, le principe de l'état de droit et une réglementation efficace des fournisseurs commerciaux militaires et de sécurité.

Dans ce contexte, je voudrais également mettre l'accent sur le Code de conduite international et le Document de Montreux, dont l'Allemagne a activement appuyé l'adoption, et nous encourageons tous les États et parties prenantes à se conformer à ces documents.

Sixièmement, nous devons créer un espace sûr dans lequel les jeunes puissent travailler pacifiquement à leur propre avenir, réduisant ainsi l'attrait des groupes mercenaires en tant qu'employeurs pour les jeunes désillusionnés. Nous pouvons nous appuyer sur les efforts qui ont déjà été entrepris, tels que les objectifs de développement durable, comme je l'ai déjà mentionné. Je voudrais également mentionner la résolution 72/311 de l'Assemblée générale, sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, qui constitue désormais un bon point de référence. Elle souligne



« qu'il importe de prendre en compte la dimension socioéconomique du chômage des jeunes, qui doivent pouvoir participer davantage à la prise de décisions... » (*résolution 72/311 de l'Assemblée générale, par.32*).

Enfin, et conformément à notre orientation stratégique en matière de prévention et à la mention faite par le Président de la Guinée équatoriale de l'importance de la prévention, nous devons nous attaquer aux conditions propices au mercenariat dans la région de l'Afrique centrale et au-delà, à savoir la situation humanitaire difficile, le nombre élevé de personnes déplacées, la recrudescence des activités terroristes et les effets dévastateurs des changements climatiques sur les moyens de subsistance de millions de personnes, pour ne citer que quelques-unes des causes profondes.

Enfin, la question des mercenaires est un très bon exemple de la nécessité urgente pour le Conseil de sécurité d'engager un débat plus thématique, préventif et intersectoriel sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales. Les causes profondes de la violence et des conflits méritent l'attention particulière du Conseil, et nous restons attachés à leur inscription à l'ordre du jour.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou se félicite de la présence du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, ainsi que d'autres hautes autorités, dont le Ministre de la Côte d'Ivoire. Nous souhaitons à la présidence de la Guinée équatoriale plein succès dans la direction de nos travaux ce mois-ci et réitérons nos félicitations à la République dominicaine pour son excellent travail le mois dernier. Nous tenons à remercier le Secrétaire général, le Ministre rwandais des affaires étrangères et de la coopération internationale et le Président de la Commission de l'Union africaine d'avoir organisé ce débat et d'avoir présenté des exposés importants.

Nous tenons à souligner la pertinence du sujet qui nous réunit en raison de l'impact tangible des actes criminels des mercenaires et des combattants étrangers sur la paix et la sécurité internationales. Nous pensons que le facteur d'instabilité qu'ils peuvent engendrer et les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire que ces acteurs commettent méritent une attention effective de la part du Conseil.

Comme cela a été souligné ce matin, les retombées de cette problématique sont particulièrement intenses sur le continent africain, touchant entre autres des

pays comme la Somalie, la République centrafricaine, l'Union des Comores, la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire. La porosité des frontières, la faible présence de l'État et l'émergence de crises politiques contribuent à l'expansion de ce phénomène. Dans ces circonstances, nous pensons que les efforts visant à combattre ce fléau et à contribuer à l'instauration d'une paix durable devraient se concentrer sur les domaines d'action suivants : prévenir les conflits, traiter leurs causes profondes et renforcer la coopération régionale.

Premièrement, en ce qui concerne la prévention des conflits, les mercenaires et les combattants étrangers profitent habilement des situations d'affrontement ou de différend pour développer leurs activités illicites. Il est donc essentiel de prévenir ces situations. Ce travail de prévention nécessite un renforcement des capacités nationales et locales, en particulier dans les domaines du règlement pacifique des différends, de la promotion du dialogue et de la promotion de la cohésion sociale. L'accompagnement de la communauté internationale dans ces efforts est indispensable, en particulier celui des bureaux régionaux des Nations Unies. Grâce à leurs fonctions de surveillance et d'alerte rapide, les bureaux régionaux des Nations Unies contribuent à détecter en temps opportun les éléments déclencheurs de nouvelles périodes de tension et de crise, permettant ainsi de les prévenir.

Deuxièmement, pour ce qui est de traiter les causes profondes, la faiblesse des institutions, les tensions provoquées par les régimes qui restreignent les libertés, la détérioration des indicateurs économiques, l'injustice et la marginalisation sont des terrains fertiles pour les agents qui encouragent la violence ou sont des instruments de violence, comme c'est le cas des mercenaires. Il est impératif de s'attaquer à ces causes au moyen d'une approche multidimensionnelle visant à renforcer les capacités et les institutions de défense des droits de l'homme, d'application de l'état de droit et de promotion du développement durable, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous soulignons ici que, pour être efficaces et légitimes, les institutions qui doivent être mises en place doivent être représentatives de leurs sociétés respectives. Il faut donc garantir leur caractère inclusif. Un accent particulier doit également être mis sur la protection des jeunes et des enfants, la prévention de leur recrutement et la nécessité de leur offrir des perspectives d'avenir grâce à une éducation de qualité.

Troisièmement, en ce qui concerne le renforcement de la coopération régionale et avec les pays voisins, l'activité mercenaire étant un phénomène dont la portée dépasse les frontières et qui s'adapte rapidement aux différents contextes géographiques dans lesquels elle opère, il est nécessaire de l'aborder sous un angle régional. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative « Faire taire les armes d'ici 2020 » de l'Union africaine. Il s'agit d'une initiative qui favorise la paix, la stabilité et la prospérité sur le continent africain. Nous pensons qu'étant donné sa pertinence, elle devrait bénéficier de l'appui ferme et unanime de la communauté internationale et, en particulier, du Conseil.

Nous soulignons également qu'il importe de renforcer le travail de renseignement et le contrôle des frontières, qui sont des éléments fondamentaux pour s'attaquer aux sources traditionnelles de financement des mercenaires, telles que le trafic d'armes, la traite d'êtres humains et l'exploitation illicite des ressources naturelles. La création de commissions mixtes est essentielle à cette fin.

Je conclus en insistant sur la nécessité d'encourager de nouvelles adhésions à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, ainsi que le strict respect de ce texte qui prévoit, entre autres aspects, l'adoption des législations nationales nécessaires pour lutter efficacement contre ce phénomène.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, l'Afrique du Sud tient à vous féliciter, Monsieur le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, et la République de Guinée équatoriale pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février. Soyez assurés du plein appui et de l'entière coopération de l'Afrique du Sud pendant votre présidence du Conseil.

Nous tenons également à remercier la République dominicaine pour le brio avec lequel elle a présidé le Conseil en janvier.

Nous remercions le Secrétaire général, M. António Guterres, et le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, pour leurs exposés très éclairants. Nos remerciements vont également à S. E. M. Richard Sezibera, Ministre rwandais des affaires étrangères et de la coopération internationale, pour les observations qu'il a formulées au nom du Président Paul Kagame, en sa qualité de Président en exercice de l'Union africaine. Nous

souhaitons par ailleurs la bienvenue à S. E. M. Marcel Amon-Tanoh, Ministre ivoirien des affaires étrangères, et à S. E. M. Abdu Kambogo, Ministre gabonais des affaires étrangères, de la coopération internationale et de l'intégration régionale.

L'Afrique du Sud se félicite elle aussi de la tenue de ce débat opportun et du choix de ce thème important sur le rôle des activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de déstabilisation en Afrique. Il est incontestable qu'au fil des ans, l'Afrique a été le théâtre d'activités mercenaires qui ont contribué à saper la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent. Plusieurs pays africains ont été la cible de tentatives répétées de groupes de mercenaires visant à renverser des gouvernements légitimes et démocratiquement élus. Leurs activités transnationales menacent également la stabilité régionale, en particulier dans les cas où la sécurité des pays voisins est étroitement liée. L'Afrique du Sud condamne ces activités, car elles compromettent gravement nos efforts collectifs pour promouvoir et assurer la paix et la stabilité dans nos pays respectifs. Fait tout aussi préoccupant, les activités des mercenaires constituent une grave menace pour la paix et la stabilité de plusieurs régions du continent, déjà fragilisé par les conflits en cours.

Depuis l'avènement de la démocratie en 1994, l'Afrique du Sud a participé aux efforts collectifs visant à promouvoir la paix et la stabilité sur l'ensemble de notre continent bien-aimé. Nous appuyons les objectifs de l'Union africaine pour renforcer l'unité et la solidarité entre les pays et les peuples africains, tout en défendant la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres. Ces objectifs et principes sont clairement énoncés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine. L'un de ces principes clefs est la condamnation et le rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement, ainsi que la non-ingérence d'un État membre dans les affaires intérieures d'un autre.

En tant que membre responsable de l'Union africaine et de l'ONU, l'Afrique du Sud condamne toutes les activités mercenaires dans tout pays, africain ou non. Nous estimons que ces activités sont clairement contraires aux conventions et instruments juridiques continentaux et internationaux. Comme l'indique avec éloquence la note de cadrage préparée pour la présente séance (S/2019/97, annexe), le recrutement, l'utilisation, le financement et la formation de mercenaires vont à l'encontre des buts et principes énoncés dans la

Charte des Nations Unies et dans l'Acte constitutif de l'Union africaine.

L'Afrique du Sud réaffirme la nécessité d'appliquer de manière stricte et rigoureuse l'ensemble de la législation et des instruments internationaux et continentaux relatifs aux mercenaires, en particulier la Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires et la Convention de 1977 de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique.

En ce qui la concerne, l'Afrique du Sud applique une politique intransigeante et stricte à l'égard de ses ressortissants qui participent à des activités mercenaires. La Constitution de notre pays dispose que la volonté de vivre en paix et en harmonie interdit à tout citoyen sud-africain de participer à un conflit armé, au niveau national ou international, sauf dans les cas prévus par la Constitution ou la législation nationale.

Pour atteindre cet objectif, le Parlement sud-africain a adopté en 1998 une loi intitulée « Regulation of Foreign Military Assistance Act ». L'objectif de cette loi est de réglementer la prestation de l'aide militaire étrangère par nos ressortissants, les personnes qui résident de manière permanente à l'intérieur de nos frontières et les citoyens étrangers qui fournissent cette aide à partir de notre territoire. Par cet intermédiaire, l'Afrique du Sud a systématiquement pris des mesures strictes à l'encontre de ses ressortissants dont il a été établi qu'ils étaient impliqués dans des activités mercenaires ou violaient le Foreign Military Assistance Act. Nous avons aussi coopéré et collaboré avec d'autres pays africains dans des cas où nos ressortissants étaient impliqués dans des activités mercenaires.

Ma délégation souligne que tous les États ont l'obligation de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éliminer les activités mercenaires où qu'elles aient lieu. À cet égard, le Conseil de sécurité doit encourager tous les États Membres à s'engager à empêcher leurs ressortissants et les étrangers se trouvant sur leurs territoires de se livrer à des activités mercenaires.

Les représentants se souviendront qu'à sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 62/145 sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination. L'Afrique du Sud est préoccupée par les nouvelles formes que prennent les activités

mercenaires, sous forme de entreprises privées de sécurité. Au fil des ans, on observe un lien clair entre les activités des mercenaires et celles d'entreprises militaires privées et les incidences négatives de ces entreprises sur certains conflits prolongés sur le continent. Nous appelons la communauté internationale à mettre en place un cadre réglementaire et juridiquement contraignant concernant les activités de ces entreprises. Le Document de Montreux sur l'autoréglementation des entreprises militaires privées pourrait être utilisé en tant que de besoin une fois qu'il aura été adopté au niveau mondial. Ma délégation est convaincue que nous devons nous pencher sur la perception de la privatisation et de la transformation en société des services de sécurité, car ce rôle doit relever de la seule responsabilité des gouvernements souverains.

Pour terminer, je tiens à souligner que l'Afrique du Sud est fermement résolue à œuvrer aux côtés d'autres États africains et des membres du Conseil de sécurité pour relever le défi que représentent les activités mercenaires et leurs incidences négatives sur la paix et la stabilité aux niveaux régional et international. Ces efforts vont dans le sens des aspirations du continent africain, telles qu'énoncées dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, notamment une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité et par l'entremise du projet phare « Faire taire les armes d'ici 2020 ».

Nous souhaitons bonne année à nos amis chinois.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord Monsieur le Président, souhaiter la bienvenue à votre Excellence et féliciter votre pays, un pays ami, pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Nous vous remercions également d'avoir convoqué cette importante séance, qui porte sur un sujet important et capital dans toutes ses dimensions. Je voudrais également remercier le Secrétaire général António Guterres et le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, de leurs exposés édifiants sur ce phénomène qui menace la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale des pays et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je salue en outre la présence des Ministres des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire et du Rwanda.

Il ne fait aucun doute que le phénomène qui consiste à utiliser des mercenaires dans les conflits ne constitue pas une menace seulement pour la sécurité et la sûreté des États concernés, mais aussi pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Il constitue également une violation flagrante des principes et

des buts consacrés par la Charte des Nations Unies. Ce phénomène se complique davantage quand il a des liens avec d'autres questions graves dont certaines sont inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, comme le terrorisme, les combattants terroristes étrangers, les migrations irrégulières et la criminalité transnationale organisée.

Les activités menées par des mercenaires dans le cadre de différents conflits constituent des violations du droit international et n'ont aucun fondement éthique, humain et juridique. Il ne fait aucun doute que les mercenaires ne se soucient nullement des traités et conventions internationaux en temps de guerre. La preuve en est qu'ils prennent délibérément pour cible des civils, des prisonniers et des installations civiles et commettent des crimes de guerre. Malheureusement, certains gouvernements et acteurs non étatiques continuent de recruter et d'utiliser des mercenaires pour semer le chaos, perpétrer des coups d'État militaires et mener des guerres.

Les rapports publiés par les organisations non gouvernementales qui s'occupent de cette question indiquent que le niveau élevé de pauvreté et de chômage ainsi que la fragilité des institutions de l'État sont autant de facteurs qui incitent les citoyens à rejoindre les rangs des mercenaires, surtout que selon ces rapports, les paiements versés par jour aux mercenaires varient entre 500 et 1 000 dollars et atteignent parfois 2 000 dollars. Le nombre de ces mercenaires s'élève à près de 20 millions, ce qui est très inquiétant, vu que ce nombre est presque égal à celui des effectifs en uniforme. Les dépenses consacrées à ce phénomène, même s'il n'a rien de nouveau, ont atteint près de 100 milliards de dollars et devraient doubler d'ici à 2020.

Plusieurs pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest, qui disposent d'abondantes ressources naturelles, sont malheureusement devenus un terrain fertile pour les activités des mercenaires. Cela a perturbé les processus politiques et de développement dans ces pays, alors que leurs gouvernements dépensent des sommes importantes pour enrayer et éliminer ces activités. Il existe également un lien étroit entre les mercenaires et les ressources naturelles. Le nombre de mercenaires ne cesse d'augmenter dans les zones riches en ressources naturelles, car ils cherchent à mettre la main sur ces ressources pour financer leurs activités illégales. Les exemples sont nombreux, y compris dans votre pays – un pays ami –, Monsieur le Président, et la tentative de coup

d'État dont vous avez fait l'objet quelques semaines avant que votre pays ne prenne ses fonctions au Conseil de sécurité.

Nous devons porter l'attention voulue aux questions figurant dans la note de cadrage (S/2019/97, annexe), car nos réponses nous permettraient de formuler des stratégies réalistes pour faire face à ce phénomène et trouver un terrain d'entente sur un instrument international pour ériger en infraction et combattre ce phénomène. Un examen des instruments juridiques existants, de l'engagement international à les appliquer et des efforts internationaux visant à éliminer ce fléau montre qu'ils ne sont pas à la mesure de la menace que ce phénomène fait peser sur la communauté internationale.

Beaucoup sont conscients de la réticence de la communauté internationale à faire face à cette menace très grave et importante et à mettre en œuvre des instruments juridiques qui permettraient de dissuader les réseaux internationaux qui dépendent du recrutement de mercenaires et de leur déploiement dans des zones de conflit, bien que ce phénomène existe depuis longtemps. Il est clairement défini par le droit international humanitaire et à l'article 47 du Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes dans les conflits armés internationaux, ainsi que par la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-même a formulé des recommandations importantes à la présente session de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne l'objectif 16 du Programme pour le développement durable de 2030, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives, tout en mettant l'accent sur l'importance qu'il y a à «renforcer la démocratie et la bonne gouvernance, les droits économiques, sociaux, culturels et le développement» (A/73/303, par. 79 a)).

Pour terminer, compte tenu de graves conséquences de ce phénomène sur la paix et la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit s'attacher davantage à le combattre. Il ne suffit pas de discuter de cette question importante à l'Assemblée générale ou au Conseil des droits de l'homme. Nous appuyons également le rôle du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de



l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que l'application de ses recommandations. Nous exhortons les États à adopter des mesures strictes contre les auteurs de ces atrocités et crimes, qui constituent des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Ils doivent répondre de leurs actes, sans exception, et ne doivent pas jouir de l'impunité. Nous réaffirmons que le respect des droits de l'homme, le développement, la paix, l'égalité des chances et l'état de droit sont autant de garanties permettant d'éviter que les jeunes ne rejoignent les rangs des mercenaires.

**M. Pecsteen de Buystwerve (Belgique) :** Permettez-moi, tout d'abord, de vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession de la Guinée équatoriale à la présidence du Conseil de sécurité. Je voudrais également féliciter la délégation de la République dominicaine pour l'excellent travail accompli à la présidence du Conseil le mois dernier.

Je vous remercie, Monsieur le Président, pour l'organisation de ce débat, ainsi que le Secrétaire général, le Président de la Commission de l'Union africaine et le Ministre des affaires étrangères du Rwanda pour leurs éclairages intéressants.

Cette discussion vient à un bon moment, tant les activités mercenaires sont un facteur déstabilisant avec un impact non négligeable dans plusieurs pays à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Plusieurs de ces pays sont en Afrique, mais ce continent n'est certainement pas le seul à être concerné. L'activité mercenaire complique et aggrave des conflits en cours, mais elle peut également contribuer à faire germer des conflits latents. C'est pourquoi nous devons également y rester attentifs dans une logique de prévention des conflits.

Comme l'indique la note de cadrage de ce débat (S/2019/97, annexe), la prise en compte de ces activités est complexe, puisque celles-ci, le plus souvent, se développent dans un contexte où se rejoignent différents intérêts et motivations, allant du crime organisé à l'extrémisme violent, en passant par la poursuite d'objectifs politiques par des moyens non démocratiques. L'activité mercenaire est parfois une source de financement pour des groupes armés créés dans un autre but, tandis que d'autres groupes cherchent uniquement à s'enrichir.

S'il existe différentes définitions des activités mercenaires, un débat comme celui d'aujourd'hui est utile pour enrichir nos points de vue. Le Conseil est

confronté actuellement dans ses travaux à plusieurs cas d'activité mercenaire. Par exemple, en Libye, des combattants originaires du Darfour vendent leurs services aux factions en présence. Ce faisant, ils restent opérationnels et constituent une menace pour le Soudan ou éventuellement d'autres pays de la région. Au Yémen, nous sommes préoccupés par l'utilisation d'enfants par les groupes de mercenaires. N'oublions pas non plus que la piraterie maritime peut également constituer une forme de mercenariat, mais je ne voudrais pas empiéter sur le débat de demain.

Pour endiguer le phénomène des activités mercenaires, qui revêt généralement une dimension internationale, les États ont tout avantage à exploiter les instruments internationaux existants. Je pense en particulier à la Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Permettez-moi à ce sujet, Monsieur le Président, de féliciter votre pays d'avoir ratifié cette convention. Aujourd'hui, seuls 36 États Membres, dont la Belgique, sont parties à cette convention. Nous appelons donc tous les États Membres à la ratifier sans délai.

Cela étant, les normes et les instruments juridiques auxquels nous souscrivons n'auront un impact que si nos États les mettent en œuvre au niveau national. Nous incluons ici le droit international humanitaire et les textes internationaux relatifs aux droits humains, ainsi que les textes émanant d'organisations régionales. Par ailleurs, dans ce domaine comme dans d'autres, nous plaidons pour un véritable renforcement de la coopération entre États.

Le Conseil de sécurité dispose déjà d'outils pour toucher les intérêts des commanditaires ou organisateurs d'activités mercenaires. Nous pensons ici aux sanctions ciblées, qui visent les individus agissant de manière contraire aux efforts de paix, ainsi que les modes de financement de leurs activités. Citons notamment les trafics illicites d'armes, les transferts financiers illicites ou encore l'exploitation illégale des ressources naturelles.

En conclusion, chaque État peut être confronté d'une manière ou d'une autre à la problématique des activités mercenaires, à laquelle il doit réagir. La Belgique, pour sa part, fera toujours le choix de la transparence et de la coopération internationale.

**Le Président (parle en espagnol) :** Je donne à présent la parole à M. Abdu Razzaq Guy Kambogo,

Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et de l'intégration régionale du Gabon.

**M. Kambogo** (Gabon) : C'est un plaisir et un honneur pour le Gabon d'avoir été invité par la Guinée équatoriale à prendre part à cette rencontre très importante.

Je voudrais d'abord remercier le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Commission de l'Union africaine. Qu'il me soit également permis de remercier et de féliciter la République dominicaine pour son mandat de janvier dernier, et aussi de saluer et féliciter les Ministres des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire et du Rwanda. Je ne manquerai pas non plus de féliciter tous mes prédécesseurs pour leur brillante contribution à ces échanges.

Permettez que je m'acquitte de l'agréable devoir de transmettre à S. E. M. Teodoro Obiang Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, les salutations fraternelles ainsi que les félicitations de S. E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise et Chef de l'État, pour avoir porté dans cette éminente tribune le problème du mercenariat qui constitue une véritable source d'insécurité et de déstabilisation en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier.

Les récents événements en Guinée équatoriale ravivent dans nos mémoires le triste souvenir que l'Afrique demeure en proie aux soubresauts d'un phénomène qu'on croyait suranné et qui, malheureusement, constitue une réelle menace à la paix et à la sécurité de nos États.

Le débat de haut niveau nous donne l'occasion de jeter un regard objectif sur les questions sécuritaires dans la sous-région, sources de vives préoccupations et exacerbées par la présence de groupes armés de plus en plus nombreux, hostiles et suréquipés. Les termes de référence du débat, tels qu'assignés par le Président du Conseil de sécurité, mettent en exergue l'impact de l'odieux phénomène du mercenariat non seulement sur la stabilité politique, mais également sur le développement économique des États africains.

Cela amène le Gabon à respecter strictement les instruments juridiques internationaux relatifs à la lutte contre le mercenariat et à souligner l'importance de respecter la souveraineté nationale de chaque État.

Dans cet élan, nous encourageons l'ensemble des États de l'Afrique centrale à poursuivre le raffermissement des relations de fraternité, d'amitié, de

bon voisinage et de coopération, tout en apportant des réponses holistiques et concertées aux défis posés par les menaces transnationales, telles que le mercenariat, le terrorisme et l'extrémisme violent.

En effet, seules une mobilisation et une franche coopération de nos États peuvent permettre de lutter efficacement contre ces menaces à la paix et à la sécurité. Dans cette perspective, le Gabon, en sa qualité de Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ne cessera d'œuvrer en faveur de la consolidation de la paix et de la stabilité dans la sous-région. C'est aussi le lieu de rappeler que l'Afrique centrale dispose d'une architecture institutionnelle remarquable à même d'impulser la prévention et la gestion des sources d'instabilité et des crises, notamment le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, ou encore le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale. C'est sans doute également le lieu pour moi, au nom des plus hautes autorités de la République gabonaise, de saluer le travail effectué par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, ainsi que la contribution constante de l'Union africaine.

Une autre question qui participe à la déstabilisation de nos États est la prolifération des armes légères et de petit calibre. En effet, celle-ci, fruit des différents conflits armés dans certains pays du continent, alimente le braconnage et le trafic illicite des espèces sauvages, l'une des principales sources de financement du mercenariat, que nous condamnons avec la dernière énergie. En dépit de notre engagement résolu à combattre ce phénomène, force est de reconnaître que, sans un appui soutenu de la communauté internationale, nous ne parviendrons pas à endiguer définitivement ces fléaux.

Pour terminer, je voudrais réitérer, au nom du Président de la République gabonaise et Chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, toutes nos félicitations à la Guinée équatoriale pour la pertinence de la thématique mise au cœur du débat dans le cadre de sa présidence du Conseil de sécurité.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. Edrees** (Égypte) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous exprimer, à vous et à votre pays frère, mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février. Nous sommes convaincus que votre pays et

vos Mission ici à New York pourront s'acquitter avec succès des lourdes tâches de la présidence du Conseil.

Je tiens également à vous transmettre, Monsieur le Président, les salutations de votre frère, le Président Abdel Fattah Al Sisi, qui souhaitait être présent à la séance d'aujourd'hui en réponse à votre aimable invitation. Malheureusement, des engagements antérieurs l'en ont empêché.

Je voudrais remercier la République dominicaine de sa présidence du Conseil de sécurité le mois dernier. Je remercie aussi le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine des exposés qu'ils ont présentés au début de la séance. En outre, je souhaite la bienvenue au Conseil aux Ministres des affaires étrangères du Rwanda, de la Côte d'Ivoire et du Gabon. Je félicite aussi la Chine pour le Nouvel An chinois.

Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'intérêt que vous portez au thème d'aujourd'hui sur la paix et la sécurité en Afrique. Cet intérêt se traduit par le choix judicieux des thèmes devant être examinés par le Conseil ce mois-ci.

Je pense que les effets des activités mercenaires sur la paix et la sécurité dans la région de l'Afrique centrale, thème de la séance d'aujourd'hui, sont une tendance nouvelle et une menace contre la paix et la sécurité dans les diverses régions de notre continent. Ce thème est étroitement lié à l'impact croissant des acteurs non étatiques et aux répercussions néfastes de leurs activités criminelles sur la paix et la stabilité dans nos États. L'Égypte réaffirme l'importance d'intensifier les efforts africains et internationaux de lutte contre ce problème. Pendant notre présidence de l'Union africaine, qui doit commencer dans quelques jours, nous œuvrerons inlassablement pour accorder davantage d'attention à l'élimination de ce phénomène, comme élément de la stratégie globale de maintien de la paix et de la stabilité sur le continent africain.

L'Égypte a toujours été attachée à la mise en œuvre des mesures énoncées dans les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions, en particulier les embargos sur les armes et les transferts d'armes et de fonds, qui visent à empêcher les groupes armés – autres que les armées régulières des États, bien entendu – d'acquérir des armes. L'accès aux armes peut miner la sécurité et la stabilité des pays et de sociétés tout entières. À cet égard, l'Égypte souligne l'importance du renforcement et de la promotion des institutions nationales, en particulier les forces de sécurité nationales,

pour permettre aux États de contrôler pleinement leur territoire. Nous recommandons aussi le renforcement de la coopération régionale et internationale grâce au partage d'informations sur les menaces transnationales contre la sécurité, dont les plus graves sont le terrorisme et les groupes mercenaires.

À la lumière de tout cela, l'Égypte est très fière des efforts que nous avons déployés pour contrer les menaces à la paix et à la sécurité transnationales, en particulier le terrorisme, lorsqu'elle était membre du Conseil de sécurité en 2016 et 2017. Nous avons pris une part active aux négociations sur la résolution 2368 (2017) de juillet 2017, sur la lutte contre le financement du terrorisme. Nous avons également déposé un projet de résolution sur la prévention de l'acquisition d'armes par les terroristes, qui a été adopté à l'unanimité par le Conseil de sécurité en août 2017 en tant que résolution 2370 (2017). À cet égard, je voudrais rendre hommage aux efforts faits par la Guinée équatoriale, qui se concentre sur les nouvelles menaces transnationales non traditionnelles contre la sécurité, lesquelles minent la stabilité et la sécurité des pays africains.

Le débat d'aujourd'hui sur les mercenaires est une autre étape importante dans notre coopération régionale et internationale, qui peut être utilisée dans la lutte contre ces menaces. L'Égypte accorde beaucoup d'intérêt à la coopération technique avec nos frères africains, afin de les aider à renforcer les capacités nationales africaines dans les domaines de la sécurité et du contrôle des frontières et à juguler les menaces préjudiciables à la sécurité. En outre, nous sommes prêts à participer aux efforts de coopération au service de la reconstruction et du développement de leurs pays et de l'élimination de la pauvreté, dans le contexte de nos efforts pour nous attaquer aux causes profondes des activités mercenaires et des autres menaces à la sécurité auxquelles est confronté le continent.

Les efforts internationaux et régionaux de lutte contre le phénomène des mercenaires disposent déjà des cadres juridiques appropriés, en particulier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, de 1989, ainsi que la Convention sur l'élimination du mercenariat en Afrique, de 1977. Nous appelons tous les pays à rejoindre ces traités et à s'engager à les mettre en œuvre.

À cet égard, il faut mettre l'accent sur le renforcement de la coopération régionale entre les pays africains d'un côté et avec la communauté internationale tout entière, afin de veiller à ce que les

groupes de mercenaires soient privés de tout appui, qu'il s'agisse d'armes ou de financement, dans le cadre d'une stratégie globale qui inclut une dimension axée sur la consolidation de la paix et qui s'attaque aux causes profondes du problème par le biais d'une approche collaborative entre les États de la région, l'Union africaine, d'autres organisations régionales africaines et les partenaires internationaux.

Enfin, la pertinence que revêt l'élimination du phénomène des mercenaires est liée aux actions africaines et internationales communes visant à promouvoir et à réaliser l'initiative Faire taire les armes d'ici 2020, au regard de l'incidence concrète que ce phénomène a sur la paix et la sécurité du continent. À cet égard, nous accordons de l'importance à la séance du Conseil consacrée à ce sujet qui sera organisée sous la présidence équato-guinéenne. Nous vous remercions à nouveau sincèrement, Monsieur le Président, d'avoir choisi ce thème crucial pour le débat d'aujourd'hui. Nous sommes convaincus que cela contribuera à renforcer nos efforts pour lutter contre le phénomène des mercenaires et à consolider les fondations de la sécurité et de la stabilité dans la région de l'Afrique centrale et sur notre continent tout entier.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République centrafricaine.

**M<sup>me</sup> Kpongo** (République centrafricaine) : Je voudrais féliciter la République sœur de Guinée équatoriale pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février, et lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de son mandat. Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous souhaiter la bienvenue et d'exprimer la pleine satisfaction de la délégation centrafricaine de vous voir conduire cet important débat dont le thème est d'actualité au regard des activités criminelles que mènent les mercenaires dans la sous-région de l'Afrique centrale.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais présenter les excuses de S. E. M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine, qui aurait bien voulu répondre à votre invitation mais qui n'a pas pu, compte tenu des pourparlers de paix de Khartoum qui requièrent son suivi constant et sa présence à Bangui.

Les crises récurrentes conduisent leurs auteurs à procéder au recrutement de mercenaires pour grossir les rangs de leurs combattants. Le cas de mon pays

est significatif. En effet, les multiples rébellions qui se sont déroulées en République centrafricaine ont toujours compté dans leur sein des mercenaires venus de plusieurs pays. L'autre raison de ce recrutement, c'est la fragmentation des groupes armés, qui complique davantage toute recherche de solution pour mettre fin au conflit.

Les groupes armés, appuyés par les combattants étrangers, se livrent à diverses activités illicites et criminelles, telles que l'exploitation minière et la contrebande de diamants et d'or. Comme cela a été démontré lors du débat du Conseil de sécurité du 16 octobre 2018 (voir S/PV.8372), les ressources naturelles sont de plus en plus des causes profondes des conflits ou de leur enracinement. On remarque la persistance des tensions beaucoup plus dans les zones minières que dans d'autres. En effet, l'exploitation des ressources naturelles et la concurrence pour ces ressources provoquent des affrontements violents entre différents groupes pour le contrôle de leurs zones d'influence, groupes qui se livrent ainsi à plusieurs activités touchant à la souveraineté de l'État. Les difficultés actuelles pour trouver une issue pacifique à la crise en République centrafricaine illustrent à suffisance le caractère inextricable du conflit armé, nourri par le pillage des ressources naturelles par ces groupes armés.

La note de cadrage (S/2019/97, annexe) qui nous a été présentée renferme des questions pertinentes auxquelles nous ne sommes pas en mesure d'apporter les réponses requises compte tenu du temps qui nous est imparti. Depuis de nombreuses années, nous assistons à la prolifération du mercenariat en Afrique et, depuis ces dernières années, particulièrement en Afrique Centrale. Le propre du mercenaire étant d'agir par motif de profit, il serait difficile de ne pas faire le lien entre l'accroissement de ces mouvements et les richesses des États cibles de ces actes de violence et de déstabilisation.

En outre, les actions menées jusqu'alors par les États de la région, conjointement avec le Conseil de sécurité et les Nations Unies, abondent dans un sens positif, car la question des mercenaires fait l'objet d'une résolution de l'Assemblée générale qui est traitée chaque année à la Troisième Commission. Toutefois, les moyens déployés et les mesures prises jusqu'ici semblent insuffisants et nécessitent une mise en œuvre de plus grande envergure. Les sanctions existantes peuvent sans doute se voir renforcées à l'encontre des mercenaires afin de servir d'exemple et de support de dissuasion.



La prolifération des mercenaires et la circulation des armes légères et de petit calibre constituent une source de grave préoccupation. Ces deux fléaux doivent être traités avec rigueur. Pour cela, seule une coopération soutenue entre les pays d'Afrique centrale pourrait les éradiquer car ils mettent à mal les relations de bon voisinage et créent par conséquent un climat de suspicion entre ces pays.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Tchad.

**M. Moustapha** (Tchad) : Je voudrais avant tout m'acquitter d'un devoir, celui de transmettre à S. E. le Président de la République de Guinée équatoriale les regrets fraternels de son frère et ami Idriss Deby Itno, qui aurait bien voulu participer à ce débat si les contraintes de son calendrier le lui avaient permis. Il prie cependant le Conseil d'accepter ses remerciements pour l'organisation de cet important débat sur l'impact du mercenariat en Afrique centrale, thème ô combien pertinent au regard des défis sécuritaires croissants qui parcourent cette sous-région et bien d'autres.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général António Guterres, dont la présence à cette séance de haut niveau est le gage de son engagement en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique. Je voudrais également saluer les interventions pertinentes et très illustratives des Ministres du Rwanda, de la Côte d'Ivoire et du Gabon.

Le mercenariat a été, de tout temps et sous tous les cieux, un facteur d'insécurité et de déstabilisation. Comme le souligne avec pertinence le préambule de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique, ce phénomène constitue une grave menace pour l'indépendance, la souveraineté, la sécurité, l'intégrité territoriale et le développement harmonieux des États. C'est donc à juste titre que la communauté internationale s'est attelée à le combattre de manière énergique par la mise en place d'instruments juridiques appropriés.

Néanmoins, l'évolution des paradigmes de la sécurité internationale, avec l'apparition d'acteurs non étatiques, notamment les groupes terroristes, les trafiquants en tous genres et l'impact de plus en plus grandissant et nocif de leurs actes sur la scène internationale, rend plus complexe la lutte contre les facteurs d'insécurité tels que le recours au mercenariat. De même, la fragilisation, voire l'effondrement, des États

dans certaines régions du monde et la perspective d'un contrôle de portions entières des territoires nationaux par les groupes non étatiques ont considérablement accentué la menace, du fait de leur accès à d'énormes ressources financières ou naturelles et, surtout, de la main mise qu'ils ont sur d'importantes quantités d'armes et de munitions dont ils se chargent d'assurer la circulation. Cette perspective interpelle la communauté internationale et requiert d'elle une vigilance beaucoup plus accrue.

La mise en œuvre des instruments juridiques déjà existants ainsi que leur adaptation à l'évolution de la menace sont donc d'une urgente nécessité. C'est dans cet esprit que le Tchad s'est doté d'un arsenal juridique pour prévenir et punir tout acte de mercenariat. Le nouveau Code pénal adopté en 2017 criminalise et réprime ledit phénomène. Il prévoit une peine de 20 à 30 ans d'emprisonnement contre toute personne physique qui se livre à cette activité criminelle. Les personnes morales peuvent être également déclarées pleinement responsables des actes de mercenariat et, par conséquent, lourdement punies. La ratification de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique fait aussi partie de ce dispositif.

Le Gouvernement tchadien a toujours œuvré à lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, en collaboration avec ses partenaires bilatéraux, sous-régionaux, régionaux et internationaux. Au niveau bilatéral, le Tchad organise régulièrement, avec les pays voisins et amis, des commissions mixtes, générales ou sectorielles, qui offrent un cadre idoine pour discuter des questions d'intérêts et de préoccupations communs, notamment celles se rapportant à la sécurité, et pour y apporter les solutions requises. Avec le Soudan, le Tchad a mis en place une force mixte frontalière, qui a permis d'atteindre des résultats exemplaires dans le domaine de la sécurisation des frontières. Dans le bassin du lac Tchad, la Force multinationale mixte, tout en réduisant de manière effective les opérations de la secte Boko Haram, participe également au démantèlement systématique de ses circuits de ravitaillement en armes et en munitions, ainsi qu'au recrutement en hommes.

En outre, les organisations sous-régionales servent de plateformes de discussions et d'échanges d'informations sur la problématique sécuritaire. Ainsi, la 47<sup>e</sup> réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, qui s'est tenue à N'Djamena, au Tchad,

du 3 au 7 décembre 2018, a permis de passer en revue l'ensemble des questions politiques et sécuritaires dans la sous-région de l'Afrique centrale. La question du mercenariat n'a pas été omise. Dans ses conclusions, la réunion, tout en soulignant la complexité de la situation du mercenariat, a appelé

« l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et les Nations Unies à coopérer davantage en vue de renforcer leurs engagements sur la lutte contre le mercenariat, y compris la mise en œuvre des instruments juridiques existants ».

Par ailleurs, le Tchad, le Soudan, le Niger et la Libye ont signé, le 31 mai 2018 à N'Djamena, un Protocole d'accord visant à renforcer la coopération en matière de sécurisation et de surveillance des frontières communes aux quatre pays en réponse aux défis sécuritaires découlant de la situation dans le sud de la Libye. Cette situation dans le sud de la Libye est caractérisée par la prolifération des groupes terroristes et des trafiquants en tous genres et des groupes armés se livrant au mercenariat. Cela constitue non seulement une menace sérieuse de déstabilisation des pays voisins, mais aussi une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Tchad n'a cessé de répéter que la situation instable dans le sud de la Libye offre des conditions favorables à l'implantation des groupes armés, parmi lesquels on retrouve des mercenaires ayant monnayé leurs services dans différents conflits.

Le Tchad, mon pays, en dépit d'immenses efforts déployés en vue de consolider la paix et la sécurité de sa population et de contribuer à la paix et à la sécurité dans la sous-région, demeure menacé par ce fléau, comme le démontrent les actes criminels dirigés contre son territoire et ses ressortissants. Il en appelle par conséquent à la communauté internationale pour qu'elle accorde une attention toute particulière aux régions et pays fragiles, notamment le Sahel et l'Afrique centrale. De même, le Tchad reste convaincu que la résolution de la crise en Libye et le retour de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire de ce pays frère contribueront à la réduction de la menace dans toute la bande sahélienne.

Pour conclure, le Tchad réitère son engagement à continuer à œuvrer au renforcement de la coopération avec les États voisins, les pays de la sous-région et la communauté internationale dans son ensemble, en vue de lutter contre le mercenariat et toute autre menace à la paix et à la sécurité aussi bien dans la région que dans le reste du monde.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Congo.

**M. Balé** (République du Congo) : Qu'il me soit tout d'abord permis, Monsieur le Président, à l'occasion de l'accession de la République sœur de la Guinée équatoriale à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février, de vous transmettre les sincères félicitations de votre frère et grand ami, S. E. M. Denis Sassou Nguesso, qui n'a pas pu faire le déplacement à New York. Il vous renouvelle son soutien à votre mandat au sein de cet organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Votre présence, Monsieur le Président, en ce haut lieu consacré à la paix et à la sécurité dans le monde, confirme l'engagement constant qui a toujours été le vôtre pour la paix et le développement en Afrique, et particulièrement dans notre sous-région de l'Afrique centrale. Ma délégation sait infiniment gré à la Guinée équatoriale d'avoir bien voulu associer le Congo à cet important débat sur le mercenariat, en visant plus particulièrement le cas de la sous-région d'Afrique centrale. La Guinée équatoriale est un exemple de pays africain, pour ne pas dire une victime, qui a enduré plus d'une tentative de déstabilisation par des mercenaires. La plus récente épreuve remonte à peine à décembre 2017. La République centrafricaine et la République démocratique du Congo, pays de la sous-région, sont les victimes emblématiques des activités prédatrices des mercenaires.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer l'accord de paix conclu le 2 février 2019 à Khartoum entre le Gouvernement centrafricain et les groupes armés, et fonder de grands espoirs sur la reconstruction d'un pays de la sous-région pacifié et réconcilié avec lui-même, qui pourrait désormais faire sa part dans la réalisation de l'agenda de la paix, de la sécurité et du développement dans notre sous-région de l'Afrique centrale.

La question des mercenaires, souvent examinée à l'ombre des grands sujets d'actualité, tels que le terrorisme et la piraterie maritime, captive peu l'attention de la communauté internationale. Pourtant, elle est consubstantielle aux autres menaces à la paix, la stabilité et la sécurité. À titre d'illustration, dans le cas de l'Afrique centrale, des mouvements incontrôlés de groupes illégaux entre les États de notre sous-région ont un impact négatif sur la confiance. Il est de notoriété que la promotion des mesures de confiance entre les États aux niveaux régional et sous-régional atténue les tensions et les conflits et favorise une paix, une stabilité

et un développement durables. Par ailleurs, on a pu noter qu'il est plus facile pour ces acteurs non étatiques que sont les mercenaires de fomenter des coups d'État, de déstabiliser des institutions légitimes, de mener des activités d'intelligence économique et/ou politique, de perpétrer des actes de terrorisme, de participer à des conflits aux côtés de mutins, d'insurgés, de rebelles ou d'autres oppositions armées dans le but de déposer des gouvernements légitimes.

À l'évidence, les activités mercenaires et activités analogues se sont malheureusement multipliées dans les situations de conflits de ces dernières années. Le continent africain est celui-là même qui en a beaucoup souffert et continue de souffrir du mercenariat qui entrave dangereusement son développement. La question des mercenaires constitue, à cet égard, une préoccupation sécuritaire majeure pour nos pays et devrait davantage nous interpeller. C'est pourquoi ma délégation se félicite de son inscription à l'ordre du jour du Conseil et souhaite que le débat de ce jour jette davantage de lumière sur ce phénomène à l'aune des développements qu'il a connus et qui appellent de nouvelles considérations.

Il me plaît de rappeler que la question du mercenariat est au cœur des préoccupations des dirigeants de la sous-région. Elle a fait l'objet d'une attention particulière à Brazzaville, lors de la quarante-sixième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. On retiendra dans la déclaration ayant sanctionné l'examen de ce point, un engagement des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à fournir des efforts nécessaires et à collaborer en vue d'éliminer les risques d'infiltration de mercenaires dans les pays de la sous-région.

Le Conseil de paix et de sécurité des ministres de la CEEAC, ainsi que le Sommet conjoint de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la CEEAC consacré à la paix, à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent qui a réuni en juillet 2018 les chefs d'État et de gouvernement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ont touché à la problématique du mercenariat qui affecte les pays des deux sous-régions, déjà en proie à la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, aux activités de groupes terroristes comme Boko Haram et l'Armée de résistance du Seigneur, à la criminalité transnationale organisée, et à des menaces sécuritaires liées au pastoralisme et à la transhumance.

Le renforcement de la coopération aux niveaux sous-régional et régional dans les domaines de la prévention des conflits, du maintien de la paix, de la lutte contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et la circulation illicite des armes, domaines dans lesquels les mercenaires sont très actifs, sont entre autres, des mesures qui ont résulté de ses deux rencontres et qui, comme le Conseil le sait, contribuent à réduire l'impact des activités mercenaires dans les conflits. L'amélioration des programmes de démobilisation et de réinsertion s'avère aussi être un moyen d'empêcher les anciens combattants de reprendre du service comme nouveaux mercenaires.

C'est dans ce contexte de lutte contre ce phénomène qu'il faut aussi inscrire l'entrée en vigueur de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage. La Convention dite « Convention de Kinshasa » est l'expression vivante de la volonté de nos États de prévenir la circulation illicite et incontrôlée des armes légères et de petit calibre, particulièrement dans les zones de conflits internes ou frontaliers. Cependant, la problématique du mercenariat est un sujet plutôt complexe et sensible et la lutte contre le mercenariat n'est pas une tâche aisée, loin s'en faut, même si la question suscite une condamnation unanime de la communauté internationale.

Certes, nous disposons d'instruments internationaux dédiés à la question. La Convention de l'Organisation de l'unité africaine - prédécesseur de l'Union africaine - sur l'élimination du mercenariat en Afrique signée à Libreville le 3 juillet 1977, est entrée en vigueur le 22 avril 1985. C'est un instrument régional important eu égard aux dangers que représente le mercenariat pour de nombreux États africains depuis le début de la décolonisation. Ce texte, a été adopté moins d'un mois après les Protocoles de 1977 additionnels aux Conventions de Genève de 1949. Le mercenariat n'est pas considéré par le Protocole I de 1977 comme une infraction grave alors que la Convention africaine, elle, incrimine le mercenaire et le mercenariat. La Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires du 4 décembre 1989 considère le mercenariat comme une infraction; elle est entrée en vigueur le 20 octobre 2001.

Certains pays ont adopté des législations et des réglementations nationales y afférentes qui participent de leur volonté d'assurer une meilleure gouvernance

du phénomène. Cependant, pour lutter efficacement contre le mercenariat, tel qu'il se décline de nos jours, l'adaptation de tous ses instruments, qui tiennent compte des développements de ce phénomène dans ses différentes configurations actuelles, devient une exigence d'efficacité : une mise à jour plus élaborée sur laquelle doivent s'aligner les législations nationales. Le renforcement de la coopération aux niveaux sous-régional, régional et internationale fondée sur une volonté politique réelle est déterminant pour accompagner la mise en œuvre de ces instruments révisés. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire la volonté affirmée des États membres de la CEEAC, de développer une stratégie dans le cadre du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, avec le soutien technique du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de l'Union africaine et des partenaires internationaux, en vue d'éradiquer le phénomène, du mercenariat dans notre sous-région.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Djibouti.

**M<sup>me</sup> Hassan** (Djibouti) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir invité ma délégation à prendre part à ce premier grand débat de haut niveau du Conseil de sécurité sur le thème « Les activités mercenaires en tant que facteur d'insécurité et de déstabilisation en Afrique ».

Je tiens à vous transmettre les félicitations les plus vives et les plus sincères de la part de votre frère S. E. M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti et Chef du Gouvernement, qui a tenu à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre délégation d'avoir inscrit ce sujet important à l'ordre du jour de votre présidence du Conseil de sécurité ce mois. Nous sommes convaincus que votre pays s'acquittera de ses devoirs avec distinction.

(*l'oratrice poursuit en français*)

La Guinée équatoriale apporte une expertise et perspective unique pour avoir effectué un séjour ininterrompu sur cette question et en raison de l'expérience que le pays a traversée. La clarification des enjeux tels qu'énoncés dans la note de cadrage (S/2019/97, annexe) que vous avez mise à notre disposition montre amplement le niveau d'expertise et la richesse de l'expérience de votre pays. Nous souhaitons remercier à leur juste valeur les déclarations faites ce matin par le

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la Commission de l'Union africaine, et le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Rwanda en sa qualité de représentant du Président en exercice de l'Union africaine, S. E. M. Paul Kagamé.

(*l'oratrice reprend en anglais*)

Djibouti saisit cette occasion pour renouveler sa position et son engagement de principe contre toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, comme souligné dans le rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination (voir A/73/303). À cet égard, nous tenons à faire les quatre observations suivantes :

(*l'oratrice poursuit en français*)

Premièrement, le phénomène de mercenariat constitue une menace pour la paix et la sécurité, la stabilité internationale et régionale et constitue l'une des causes de déstabilisation en Afrique. Face à ce constat, il faut donc que le Conseil de sécurité et les Nations Unies contribuent à élaborer des réponses pour éliminer ce phénomène, en se basant sur les recommandations faites par le Groupe de travail. Celles-ci doivent contribuer à renouveler notre volonté politique dans ce combat, et à en couvrir tous les aspects tels que le recrutement, l'instruction, l'engagement et le financement des mercenaires.

Deuxièmement, ma délégation se déclare préoccupée par l'augmentation des groupes terroristes, de l'extrémisme violent, de la criminalité transnationale organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic de drogue, dans plusieurs zones de l'Afrique qui n'étaient pas au départ des zones de conflit armé.

Troisièmement, des efforts supplémentaires doivent être déployés notamment lors de l'élaboration des mandats et du financement des opérations de maintien de la paix, des missions politiques spéciales et des efforts de consolidation de la paix dans les zones qui sortent d'un conflit et dans celles encore affectées. En Afrique, il s'agira d'assurer une plus grande collaboration entre les organisations sous-régionales, l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies en vue d'améliorer les résultats de ces activités sur le terrain.

Quatrièmement, nous nous félicitons également de la position commune adoptée par les chefs d'État et de gouvernement africains dans le cadre de l'initiative



« Faire taire les armes d'ici 2020 », dont le noble objectif est d'affranchir les générations futures du fléau de la guerre.

La République de Djibouti, havre de paix et refuge dans une sous-région tourmentée par les conflits et la violence armée, s'est de tout temps affirmée comme l'apôtre d'une culture de paix qu'elle puise dans les fondements même de ses traditions pastorales, fondées sur les notions d'hospitalité et d'échange. Nous espérons que cette séance de haut niveau permettra de renforcer notre réponse globale contre le phénomène du mercenariat en capitalisant sur les efforts accomplis par la communauté internationale et ce dans le strict respect du droit international et du droit international humanitaire.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

**M. Mohamed** (Soudan) (*parle en arabe*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre pays ami, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours et pour avoir convoqué cette importante séance sur une question aussi primordiale, qui a une grande incidence sur la sécurité et la stabilité en Afrique.

Je félicite également les nouveaux membres qui ont rejoint le Conseil de sécurité en janvier, ainsi que la République amie de Chine et son peuple à l'occasion du Nouvel An chinois. Je salue par ailleurs la présence des Ministres ivoirien, gabonais et rwandais des affaires étrangères à la présente séance de haut niveau.

Ma délégation est reconnaissante à la Guinée équatoriale de consacrer ce débat à l'examen des effets désastreux des activités mercenaires sur la paix et la sécurité en Afrique. Les groupes mercenaires continuent d'exploiter les conflits dans plusieurs régions d'Afrique qu'ils considèrent comme des paradis pour leurs activités criminelles. Ces groupes se livrent tantôt au trafic d'êtres humains et d'armes, tantôt au banditisme et au pillage des ressources naturelles. L'objectif des mercenaires est de perpétuer les conflits, la précarité des conditions de vie et la faiblesse des gouvernements afin de continuer de survivre dans des environnements qui leur sont propices. En conséquence, les mercenaires constituent un des plus grands défis et une des plus grandes menaces en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

Les activités mercenaires en Afrique, y compris dans des pays comme le vôtre, Monsieur le Président, comptent parmi les menaces qui pèsent sur la stabilité et

la sécurité en Afrique, comme on peut le voir clairement en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. La poursuite de ces activités sur notre continent est gravement dommageable à l'humanité tout entière. Nous saluons le courage de la Guinée équatoriale et de son président dans la lutte contre les activités mercenaires, et nous appuyons fermement l'appel qu'il a lancé à la communauté internationale pour qu'elle lutte plus efficacement contre les trois maux qui ont marqué l'histoire de l'humanité, à savoir le terrorisme, le mercenariat et la piraterie. Nous félicitons l'Angola, le Zimbabwe et le Cameroun d'avoir aidé la Guinée équatoriale à s'attaquer avec détermination au problème des mercenaires. Nous invitons l'Union africaine à redoubler d'efforts pour combattre les mercenaires et intégrer cette problématique dans les plans actuels visant à ce que l'Afrique contribue davantage aux opérations de maintien de la paix et les finance. Nous attirons tout particulièrement l'attention sur le lien qui existe entre le recrutement d'enfants, la maltraitance d'enfants et les mercenaires. Nous demandons également que la priorité soit accordée à ces questions alors que nous célébrons le trentième anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Ayant pris conscience de la menace que représentent les bandes de mercenaires, le Soudan s'est employé avec diligence à préserver l'autorité de l'État dans les zones de conflit sur son territoire. Nous n'avons pas laissé les mercenaires mener des activités déstabilisatrices sur notre sol ni saper les efforts de paix qui ont abouti à la signature du Document de Doha pour la paix au Darfour en 2011. Après la défaite des groupes armés au Darfour et leur expulsion de notre territoire, ce qui a permis à la paix de s'instaurer, ces groupes ont été contraints de mener des activités criminelles et mercenaires, comme le banditisme, l'extorsion, l'exploitation des ressources naturelles et la traite des personnes, pour se financer. Malgré tout, entre 2015 et 2017, des mercenaires ont mené des attaques contre le Soudan depuis l'étranger.

La menace que représente la multiplication des activités et des opérations des groupes de mercenaires nécessite que la communauté internationale combatte résolument ces groupes. Nous nous félicitons donc vivement de l'organisation du présent débat, et nous espérons qu'il conduira la communauté internationale à adopter une vision commune pour lutter contre ce phénomène, dont les effets touchent aussi les pays en paix, comme de nombreux exemples en témoignent.

Nous voudrions faire quelques suggestions qui, avec les points de vue exprimés par les orateurs qui m'ont précédé, peuvent servir de fondement aux efforts visant à lutter contre les activités des mercenaires.

Premièrement, conformément au programme du Secrétaire général, il importe de renforcer et d'activer le rôle de la diplomatie préventive pour prévenir les conflits, qui constituent un terrain fertile pour les mercenaires.

Deuxièmement, il faut renforcer les capacités et les travaux des groupes d'experts en vue de mener des enquêtes sur les activités des mercenaires dans les zones en conflit et de mettre en place un mécanisme d'information pour faciliter les efforts visant à endiguer et à lutter contre ces groupes et à les empêcher d'étendre leurs activités dans de nouvelles zones.

Troisièmement, il faut renforcer et remettre en état les systèmes de contrôle aux frontières dans les pays en conflit, qui constituent un environnement propice aux activités mercenaires. Il faut également fournir à ces pays l'appui politique et technique nécessaire.

Quatrièmement, il est impératif de renforcer la coopération et la coordination entre les États à cet égard, ainsi que l'échange d'expériences et d'informations.

Pour terminer, je voudrais souligner que le Gouvernement soudanais attache une importance

particulière à cette question. En effet, nous avons accueilli à Khartoum, en 2017, un atelier régional de trois jours, organisé par le secrétariat du Comité des services de renseignement et de sécurité africains, en coopération avec le Service soudanais de renseignement et de sécurité. Cet atelier a porté sur le phénomène des mercenaires, des combattants terroristes étrangers et des acteurs non étatiques et sur ses répercussions sur la sécurité et la stabilité en Afrique. Vingt-sept services de renseignement africains ont pris part à cet atelier pour attirer l'attention sur ce phénomène et adopter les stratégies et les plans permettant d'y face, tout en renforçant la coopération et la coordination entre les États africains.

J'ai l'honneur d'annoncer que le Gouvernement centrafricain et tous les mouvements d'opposition, sans exception, ont mené à bonne fin leurs négociations hier et sont parvenus à un règlement pacifique. L'accord de paix sera initialement signé demain et sera définitivement signé à Bangui la semaine prochaine. Nous sommes confiants et optimistes que cet accord, facilité par l'Union africaine, permettra à la République centrafricaine, un pays voisin et ami, de sortir du tunnel du conflit et de profiter de vastes perspectives de paix et de développement.

*La séance est levée à 13 h 35.*